ISSN 0024-7650

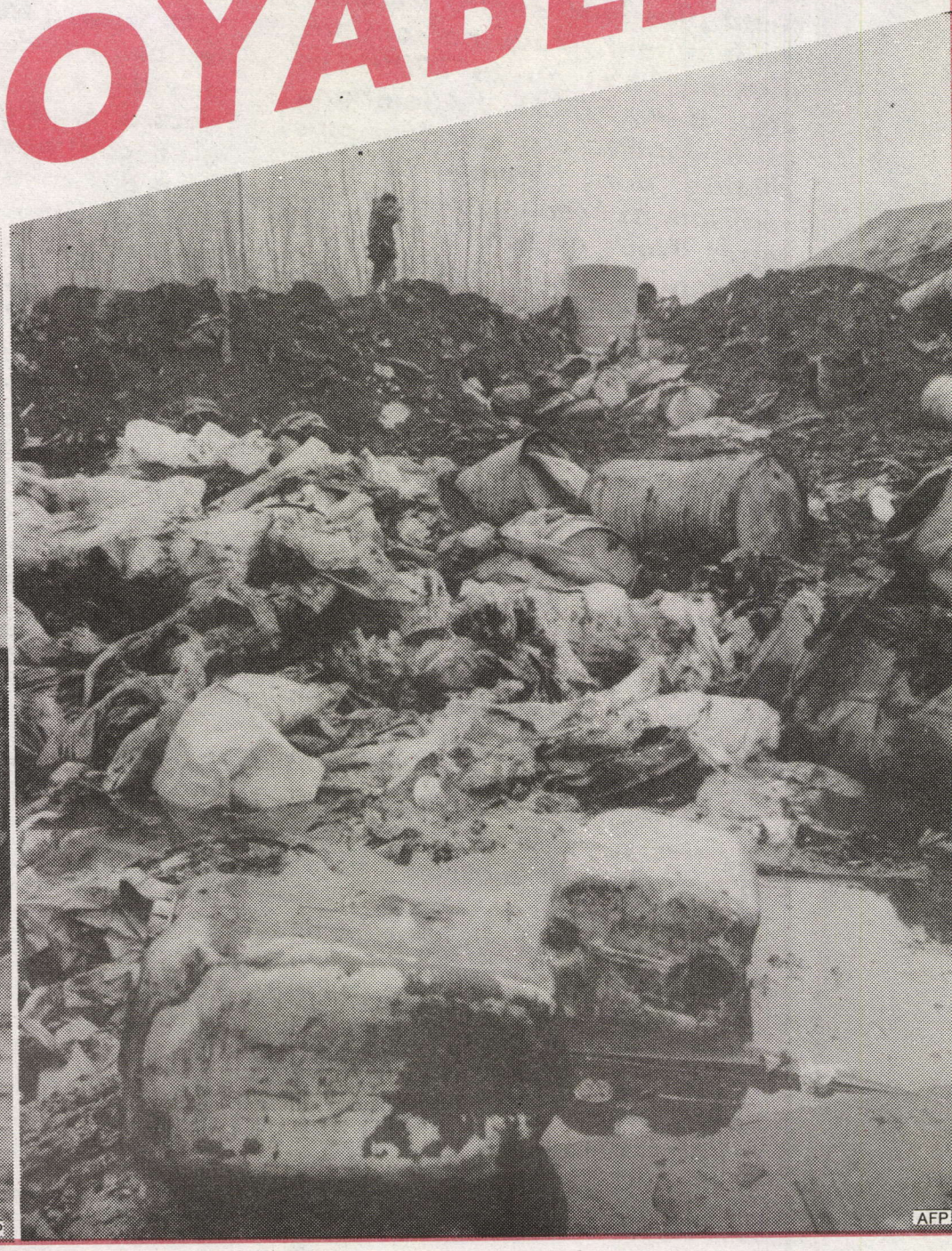
lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 243 - 24 avril 1992 - prix : 8 F

Séville :

L'EXPOSITION EST UNIVERSELLE,

MAIS L'UNIVERS EST IMPITOYABLE !



M6189 - 1243 - 8,00 F

Séville :
L'exposition est universelle... MAIS L'UNIVERS EST IMPITOYABLE !

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

L'Exposition Universelle qui a ouvert officiellement ses portes ce lundi de Pâques à Séville est, paraît-il, différente de celles qui l'ont précédée. C'est celle de l'après Guerre froide, et ça se sentirait.

Finies, nous dit-on, les démonstrations orgueilleuses des grandes puissances, motivations essentielles des Expos Universelles précédentes. La France ou l'Angleterre n'affichent plus leur empire colonial, évidemment. Nous ne sommes plus en 1851 ou en 1900. Les Etats-Unis, l'URSS, l'Allemagne ou le Japon ne prétendent plus rivaliser dans l'étalage de leurs réalisations économiques ou militaires. Nous ne sommes plus en 1937, ni même en 1970.

Bref, à Séville, tout le monde, il est beau, il est gentil. Le monde entier ne serait plus guère préoccupé que de progrès scientifique et de coopération entre les nations.

Admettons qu'à Séville, le monde donne cette image flatteuse de lui-même. Et encore ! Dans les quelques kilomètres carrés de l'Expo, tout au plus.

A quelques pas de là, le jour même de l'inauguration, la police espagnole tirait sur des manifestants qui protestaient contre les cérémonies du cinq centième anniversaire de la découverte de l'Amérique et blessait par balle certains d'entre eux. Et le nouveau TGV n'a commencé à circuler de Madrid à Séville que sous la protection d'un poste militaire tous les deux kilomètres.

Il ne faut donc pas sortir bien loin pour constater que l'Expo Universelle n'est en tout cas pas l'exposition de l'état du monde. L'Espagne avec sa police et son armée mobilisées contre les séparatistes basques, l'Andalousie elle-même avec ses 25% de chômeurs, montrent qu'on est bien loin de la paix et de la fraternité générale, et encore plus loin de voir le progrès scientifique mis véritablement au service de l'humanité tout entière.

Alors à l'échelle du monde, vous pensez bien !

La Guerre froide est sans doute finie, par décomposition d'une des deux grandes puissances rivales. Mais la guerre, la vraie, n'en continue pas moins dans bien des coins de la planète. De l'Afghanistan, où le chaos survit à la rivalité des deux grands qui l'avait aiguisé, à la Yougoslavie, où il est né avec la fin de cette rivalité. Et dans combien d'autres endroits, plus ou moins oubliés, d'Afrique ou d'Asie ?

Les centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui meurent de faim, des centaines de millions d'autres qui survivent à peine, sans travail et sans ressources, sont par ailleurs les éloquents témoins de la manière dont la science est loin d'être mise au service de l'humanité tout entière.

Les Etats-Unis ont peut-être pris une attitude modeste et effacée à Séville. L'étalage de leur puissance, militaire, technologique, politique, ils l'ont fait récemment dans le Golfe, en écrasant un peuple et un pays sous les bombes ultra-sophistiquées de leurs avions ultra-équipés. Là, on a vu à qui et à quoi profitaient les progrès scientifiques dans ce monde. Après ça, la première puissance impérialiste pouvait évidemment se dispenser de construire une nouvelle Tour Eiffel sur les bords du Guadalquivir.

Guerre froide ou pas, le monde n'a pas fondamentalement changé. L'URSS n'est plus. Mais le capitalisme et l'impérialisme sont bien toujours là. Et avec eux l'oppression et l'exploitation. Nous avons toujours un monde à deux vitesses, ou plutôt deux mondes : celui des privilégiés, ceux qui peuvent bénéficier des progrès scientifiques et techniques, celui dont Séville voudrait être l'image. Et celui des autres, ceux qui sont la majorité, y compris au sein des pays riches eux-mêmes.

Et entre ces deux mondes, c'est toujours la lutte de classe, même si pour le moment ce sont les privilégiés surtout qui mènent cette lutte.

Pour masquer cette réalité-là, il faudrait bien plus que cette gentillette Expo Universelle de 1992 !

Exposition universelle de Séville

L'ENVERS DU DÉCOR

L'Exposition universelle de Séville a été inaugurée en grande pompe lundi 20 avril par le roi d'Espagne Juan Carlos et le président du gouvernement socialiste Felipe Gonzales. L'un et l'autre se sont montrés très satisfaits de l'image qu'ils comptent donner d'une Espagne *"moderne, entreprenante et tolérante"*.

Pour la tolérance, les opposants à cette expo, qui ont tenté de manifester le dimanche soir, ont été fixés : manifestation interdite et dispersée à coups de feu - de sommation paraît-il - par la police, plusieurs blessés par balles et 50 arrestations.

Pour l'image de l'Espagne, le gouvernement a mis le paquet : 112 pays invités, 18 millions de visiteurs, dont 45 % d'étrangers, attendus à Séville pendant les six mois que va durer l'Expo. Trois cent mille visiteurs par jour dans une île de 45 ha aménagée spécialement avec le fin du fin de la technologie des grandes entreprises mondiales.

Pour le gouvernement et les contribuables espagnols, cela se traduit par un investissement de l'ordre de 1 000 milliards de pesetas (plus de 50 milliards de francs). Les entreprises de la construction, les trusts de l'équipement autoroutier et ferroviaire, les banques qui investissent dans l'hôtellerie et le tourisme vont récupérer l'essentiel de cette manne. Le projet est à la hauteur de leurs appétits : 7 nouveaux ponts, un réseau autoroutier, une ligne de train à grande vitesse de près de 1 000 km, une nouvelle gare, etc.

En fait, selon le responsable gouvernemental de l'Expo, *"on a utilisé l'expo pour doter Séville et l'Andalousie de ce dont elles avaient besoin depuis 20 ans"*.

Les Sévillans vont peut-être profiter de ces équipements, mais pour l'instant, le plus net ce sont les profits dégagés par les entreprises associées au projet, les trusts internationaux. Au premier rang desquels Alsthom pour le TGV, Coca-Cola qui couvrira les rues du vieux Séville de bâches publicitaires, ou Sony qui donnera son nom à la place où auront lieu les plus grands concerts.

Les responsables espagnols et andalous insistent beaucoup sur le *"coup de fouet"* donné à l'économie andalouse par cette expo. Les chiffres du chômage y ont effectivement baissé ces dernières années, mais pour l'essentiel, il s'agit d'emplois temporaires dans la construction et l'hôtellerie. Pour 1993, une des grandes banques du pays, la BBV, prévoit la perte de plus de 30 000 postes de travail à Séville. Le gouvernement régional d'Andalousie est surendetté et les commentateurs parlent d'un possible "krach post-Expo".

Quant aux conditions de travail sur les lieux de l'Expo, elles n'ont rien de "modernes" : des contrats temporaires de 3 à 6 mois, des journées de travail de 12 à 14 heures. En février 1992, il y avait déjà eu 30 morts par accident du travail sur les chantiers. A la fin du mois de mars, un ouvrier du bâtiment de 19 ans est tombé d'une hauteur de 16 mètres et est resté 7 heures sans secours. Il n'y avait ni barrière de sécurité, ni éclairage suffisant sur la tour où il travaillait. Détail significatif, ce jeune travailleur venait d'être sanctionné par son entreprise pour avoir refusé de travailler un jour férié.

Derrière le clinquant, il ne faut pas oublier que des quartiers entiers de Séville restent à l'abandon. Encore 1 200 personnes vivent dans des bidonvilles. Des quartiers entiers du vieux Séville ont certes été rénovés, comme celui de Triana, mais à coup d'opérations immobilières accompagnées d'expulsions.

Les plus satisfaits de l'Expo sont les patrons petits et grands, les commerçants et les petits bourgeois qui ont les moyens de rentabiliser, qui leur commerce, qui leur maison transformée en hôtel chez l'habitant. Pour les non-propriétaires, la grande majorité des 750 000 Sévillans, l'Expo va surtout être une immense foire commerciale, prétexte à une flambée des prix déjà sensible : 25 % par an d'augmentation des loyers depuis trois ans, 25 % de plus pour les autobus, une augmentation du même ordre pour n'importe quel petit restaurant ouvrier complétement en dehors des circuits touristiques.

Les Sévillans du rang se préparent à affronter des embouteillages monstres et l'omniprésence des forces de police et de sécurité. S'ils vont faire un tour à l'Expo, qui n'est pas donnée à 200 F l'entrée, ils ne pourront pas se payer les petites voitures électriques à 750 F la place, ni les entrées spéciales sans "queue" pour les gens riches ayant pris des tickets "VIP".

Les lampions de l'Expo une fois éteints, il auront à affronter les mêmes problèmes, avec quelques ardoises laissées par les gouvernements nationaux et régionaux. Déjà les administrations font des coupes claires dans leurs budgets. Les écoles et les hôpitaux voient leurs crédits amputés.

L'Espagne officielle, celle des patrons et des gouvernants socialistes, se réjouit de ce coup de pub. Les travailleurs d'Andalousie en sont beaucoup moins éblouis.

AFP

La police espagnole s'expose, elle aussi...

Exécution de Robert Harris

LA SOCIÉTÉ DU CRIME ET DE L'ASSASSINAT LÉGAL

Sinistre et insoutenable, l'exécution de Robert Harris dans la chambre à gaz d'un pénitencier de Californie aura accumulé dans ses détails toutes les horreurs d'un assassinat légal et institutionnel.

Quatorze ans après ses crimes, le condamné, après avoir mangé son dernier repas, après avoir été conduit, installé et attaché sur la chaise métallique d'une chambre à gaz remise à neuf il y a deux ans, était détaché après onze minutes d'attente. L'intervention de la Cour fédérale de Californie lui avait valu un nouveau sursis de quelques heures. Il était 4 heures du matin. Deux heures plus tard à peine, la Cour suprême des Etats-Unis annulait le sursis, et à six heures du matin Robert Harris était à nouveau ligoté sur la chaise. Selon les comptes rendus de la presse, entre le moment où l'on entendit le sifflement du gaz remplissant la cabine, et celui où la mort fut prononcée officiellement, il s'écoula 17 minutes.

Tout s'est déroulé devant un parterre d'autorités pénitentiaires, de juges et d'avocats, de membres des familles des victimes des crimes de Robert Harris, de 18 journalistes sélectionnés par tirage au sort, et d'une demi-douzaine de gardiens, volontaires pour l'exécution.

Cet assassinat du petit matin, calculé minutieusement dans ses moindres détails, homologués notamment dans un livre d'instructions de 34 pages écrit par le directeur de la prison, a été en dernier ressort voulu et commandité par les honorables membres de la Cour suprême des Etats-Unis. Comme le président des Etats-Unis lui-même, ils auront eu la satisfaction d'avoir flatté une opinion publique d'autant plus répressive que la société américaine s'enfonce dans la pourriture et la délinquance, à un moment d'autant plus crucial... que les élections approchent.

C'était la première exécution en Californie depuis 25 ans. Ce sinistre retour en arrière, dans le pays le plus riche et le plus développé du monde, est significatif de la barbarie de son système social. Non, le capitalisme n'est pas synonyme de civilisation, et il n'est pas - aujourd'hui moins que jamais - représentatif de l'humanité en marche.

L. G.

La prochaine réunion du
CERCLE LEON TROTSKY
portera sur le thème :
BILLANCOURT,
UN FREIN SUR LES LUTTES SOCIALES
DURANT CINQUANTE ANS
Vendredi 22 mai 1992
à 20 h 30
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor à Paris (5e)
Métro : Maubert - Mutualité
Participation aux frais : 20 F

Libye

L'EMBARGO CONTRE KADHAFI OU L'ART DE MANŒUVRER L'OPINION

Depuis mercredi 15 avril, date fixée par l'ultimatum de l'ONU, la Libye est victime d'un embargo. C'est le peuple libyen qui en souffrira. Il s'y ajoute la menace de représailles militaires, si l'embargo ne suffit pas à faire reculer Kadhafi.

C'est en novembre dernier que Bush a soudain affirmé que, d'après ses enquêteurs, les auteurs de l'attentat contre l'avion de la Pan-Am, qui avait fait 259 morts en décembre 1988, étaient des Libyens, protégés par Kadhafi si ce n'est commandités par lui. L'auréole que lui avait value dans une partie de l'opinion publique américaine la guerre du Golfe commençant à se ternir, Bush avait maintenant besoin de "corriger" Kadhafi.

Et tous les grands de ce monde, Mitterrand inclus bien sûr, se sont empressés de lui emboîter le pas. Pour eux tous la misère et le sang des peuples ne comptent pas.

Que les services secrets libyens aient été liés à cet attentat n'a rien d'impossible. Mais ce n'est en rien la raison qui amène Bush et ses acolytes à s'en prendre à Kadhafi et au peuple libyen.

L'hebdomadaire américain *Time-Magazine* rappelle qu'au lendemain de l'attentat, les USA avaient commencé par accuser une organisation palestinienne basée à Damas, et affirmé que l'attentat pouvait avoir été inspiré par l'Iran, à titre de représailles pour la destruction d'un Airbus iranien, abattu en juillet 1988 par un missile américain. Mais depuis la guerre du Golfe, où l'Iran et la Syrie ont choisi le camp américain, ils ne sont plus des coupables utiles.

L'attentat de Lockerbie, dont les auteurs, toujours inconnus, sont à géométrie variable en fonction de la politique américaine...

De Keerle / Gamma

Time-Magazine avance avec forces arguments d'autres hypothèses. D'abord la cause de l'attentat serait à chercher selon lui dans la présence dans l'avion de cinq membres d'une équipe de la CIA chargés de tenter de récupérer les otages américains de Beyrouth, et qui rentraient précipitamment sur Washington. Pour *Time-Magazine*, les auteurs de l'attentat seraient plutôt à chercher au Moyen-Orient ; soit du côté de l'Iran, soit du côté de Palestiniens qui auraient été aidés par un trafiquant syrien.

On apprend à cette occasion que l'équipe de la CIA qui se trouvait dans l'avion était en rivalité avec une autre équipe de la CIA, du centre basé à Wiesbaden, en Allemagne, spécialisé dans les affaires du Moyen-Orient. Cette seconde équipe travaillait justement à Beyrouth avec le trafiquant syrien en question, un dénommé Al-Khassar, trafiquant d'armes et de drogue, dont elle protégeait les affaires en échange de ses services. Quant aux services américains de la lutte anti-drogue, ils auraient eu recours eux aussi, aux services de cet Al-Khassar.

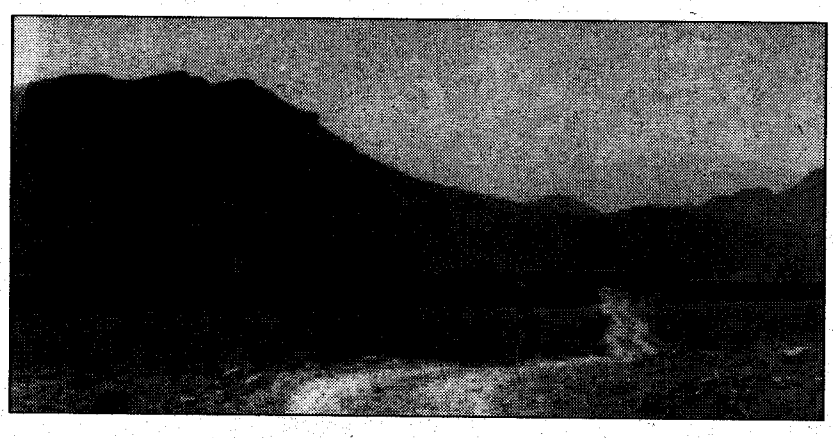
On voit donc que pour cet attentat, ce ne sont plus les coupables en puissance qui manquent, ni les motifs possibles, ni le nombre et la qualité de ceux qui avaient les moyens et les complicités nécessaires pour aider à charger une valise piégée dans l'avion à Francfort, malgré la surveillance perfectionnée de cet aéroport.

Mais là n'est évidemment pas la question. Pour tenter de mettre au pas Kadhafi, et justifier par avance toutes leurs agressions, la lutte contre le terrorisme n'est pour les dirigeants des Etats-Unis qu'un prétexte.

Olivier BELIN

Maroc

DEUX ANS DE PRISON POUR "INJURES" A L'ÉGARD DU POUVOIR



La prison de Tazmamart dont l'existence fut niée, avant qu'elle ne soit détruite, est un symbole du régime.

Nabir Amaoui, secrétaire de la Confédération Démocratique du Travail (l'un des principaux syndicats marocains) et membre de la direction de l'USFP (Union Socialiste des Forces Populaires), principal parti d'opposition, vient d'être condamné à deux ans de prison ferme pour une interview qu'il a donnée à un journal espagnol, *El Païs*, le 11 mars dernier. Il avait traité le gouvernement marocain de *"groupe de filous sans avenir"* et de *"bande de voleurs"*, promettant même au pouvoir *"qu'un jour viendra où il ne se trouvera pas un seul bateau pour lui permettre de quitter le pays"*.

La justice royale n'a pas traîné. Poursuivi pour "injures et diffamation" il a écopé de deux ans fermes. Lors de son procès, Nabir Amaoui a maintenu et développé son propos, dénonçant *"le vol, l'enrichissement illicite et la corruption du pouvoir"*. C'est la troisième condamnation à de la prison ferme pour ce dirigeant syndical. Déjà en 1974, puis à nouveau en juin 1981, après les émeutes de Casablanca, il avait encouru un certain nombre d'années de prison.

Ce nouvel emprisonnement pour des propos tenus dans un journal étranger montre, si besoin était, que la dictature d'Hassan II n'a pas changé et que telle n'est pas l'intention du roi. La condamnation de Nabir Amaoui survient d'ailleurs après celle d'un certain nombre d'étudiants récemment. Mais par cette nouvelle condamnation d'un leader syndical connu, le roi fait une démonstration publique.

C'est contraint et forcé par l'opinion internationale qu'Hassan II a fini par faire quelques gestes en acceptant de libérer des prisonniers d'opinion et en promettant de détruire le bagne fantôme de Tazmamart, après avoir déclaré qu'il n'existait pas... De même il a promis d'organiser des élections législatives d'ici la fin de l'année. En fait voilà deux ans qu'elles sont reculées sous prétexte de règlement prioritaire de l'affaire saharienne. Ces élections, a-t-il même promis, se feront dans la *"transparence la plus totale"*. Mais la "transparence" ne doit pas signifier la liberté d'expression pour autant. La condamnation d'un leader politique et syndical de l'opposition augure en effet de ce que le roi peut entendre par là. Elle ne peut que confirmer, en tout cas, que le régime despotique d'Hassan II n'est ni amendable ni réformable, n'en déplaise à ses amis et conseillers français et américains. Pour venir à bout d'un tel régime, il faut le renverser.

C.B.

Le pauvre !

Un escroc a extorqué un milliard de dollars (soit 5,5 milliards de francs) à une filiale de General Motors, le grand constructeur automobile américain. Il a emprunté ces quelques sous depuis 1980 pour, prétendait-il, transformer des véhicules en camionnettes et pour les vendre au Proche-Orient. Il devait être très doué, puisque son manège a continué pendant 12 ans. Pour la seule année 1991, il aurait encore emprunté 1,2 milliard de dollars, et il doit encore 436 millions de dollars à GM. Ce pauvre emprunteur a tout de même réussi à trouver encore 300 millions de dollars (gagés sur son avion privé, ses maisons à New York et en Floride, ses deux garages et ses nombreuses sociétés) pour être libéré sous caution.

Un milliard de dollars, c'est environ le salaire de 10 000 ouvriers, payés à 9 000 F mensuels pendant 5 ans.

VERS UNE EXTENSION DE LA GUERRE CIVILE

A l'heure où nous écrivons, les restes du régime de l'ex-président Najibullah ont perdu le contrôle de l'essentiel de l'Afghanistan, à l'exception de Kaboul, la capitale, où des négociations sont en cours, sous l'égide de l'envoyé de l'ONU pour fixer les conditions de la passation des pouvoirs aux représentants de la résistance.

Mais si dans le reste du pays, un accord au moins temporaire de partage du pouvoir semble être intervenu, sous des formes d'ailleurs diverses suivant les régions, entre différentes factions de moudjahidin, ce n'est déjà plus le cas à Kaboul où les milices intégristes musulmanes du Hezb menacent de passer à l'attaque pour leur propre compte si la reddition de la ville n'est pas effective le 26 avril.

De toutes les factions politiques qui forment la résistance, celle d'Ahmed Chah Massoud, le leader tadjik du parti islamique, Jamiat, paraît disposer du plus grand nombre d'atouts. Sur le plan militaire, c'est lui qui semble dominer la situation. Et puis, contrairement aux chefs de la plupart des factions islamistes, Massoud a réussi à regrouper à ses côtés d'autres ethnies, en particulier celle des Uzbeks avec les milices du général Dostom qui contrôlent l'ouest du pays. Politiquement Massoud cherche à apparaître comme l'homme de la stabilisation et de l'unification nationale, vis-à-vis de la population et surtout de l'impérialisme. Et c'est sous sa pression qu'ont été constitués, dans les grandes villes du pays, des pouvoirs intérimaires formés de représentants de divers mouvements de résistance mais aussi du régime en place.

Mais, outre que ces pouvoirs intérimaires sont fragiles et peuvent à tout moment éclater sous la pression des rivalités entre factions, deux groupes au moins ont déclaré par avance leur hostilité à tout partage du pouvoir, que ce soit avec les autres factions ou avec les restes de l'appareil d'Etat en place. Or ces deux groupes intégristes, le parti Hezb et le front Wahdat, cherchent chacun à s'appuyer sur des leviers nationaux puissants, la minorité Pashtoun pour le premier, la minorité chiite pour le second. Et rien ne dit que cette intransigeance démagogique, qui cherche à exacerber par tous les moyens le fanatisme nationaliste et religieux, ne conduira pas d'autres factions à s'engager elles aussi dans la lutte pour le pouvoir pour leur propre compte. D'autant que derrière chacune de ces factions, il y a tout un monde de profiteurs, contrebandiers et commerçants, qui a prospéré grâce à la résistance contre les Russes, et pour qui il s'agit de conquérir une place dans l'Afghanistan de demain, où justement il risque de ne pas y avoir de place pour tout le monde.

De plus, compte tenu du caractère charnière de l'Afghanistan parmi les pays de la région, une lutte ouverte pour le pouvoir en Afghanistan risque à terme d'impliquer les ethnies des pays voisins et, par contrecoup, les régimes en place. Cela fait par exemple déjà des années que la présence massive de réfugiés afghans en armes dans la région nord-ouest du Pakistan nourrit l'ambition de politiciens Pathans (l'ethnie pashtoune du Pakistan) et pose des problèmes au régime.

Autant dire que l'on en est probablement qu'au début de ce qui pourrait bien se transformer en une guerre civile, aussi sanglante sinon plus que la guerre contre l'invasion soviétique. Et c'est bien ce que redoutent tant les dirigeants américains que russes qui, par le truchement de l'ONU, cherchent aujourd'hui à calmer le jeu, dans une situation qu'ils ont eux-mêmes contribué à aggraver. Les uns en intervenant militairement, les autres en finançant la résistance intégriste.

AFP

Des moudjahidin s'apprêtant à bombarder un poste gouvernemental, en 1989.

LA POUDRIÈRE AFGHANE

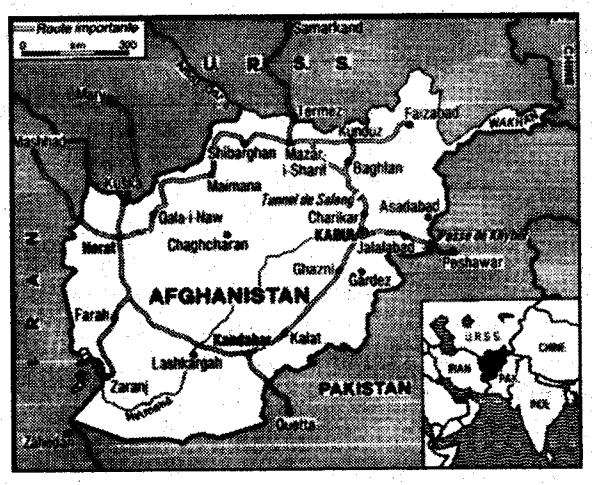
Un peu plus grand que la France, l'Afghanistan est encadré par le Pakistan, l'Iran, l'Uzbekistan et le Tadjikistan, avec un petit bout de frontière commune avec la Chine. Ses 16 millions d'habitants forment une mosaïque de groupes ethniques qui tous se prolongent dans les pays voisins.

A l'est, les Pashtouns, l'ethnie la plus importante, sont liés aux Pathans du Pakistan; puis viennent les Tadjiks au nord, les Uzbeks et Turcomanes à l'ouest et, au sud, diverses ethnies représentées en Iran. A ces divisions ethniques s'ajoutent celles de la religion, entre musulmans sunnites (majoritaires) et chiites.

Comme le Pakistan et l'Iran, l'Afghanistan a d'abord fait partie de la zone d'influence britannique mais sans être vraiment une colonie. Pour l'empire britannique c'était une voie commerciale et surtout une zone tampon d'abord face à l'empire des tsars puis face aux risques de la pénétration soviétique dans sa zone d'influence.

Après la Seconde Guerre mondiale, le pays passa sous l'influence conjointe de la Grande-Bretagne et de l'URSS. Puis l'indépendance du Pakistan en 1947 et le déclin de l'empire britannique relâcha peu à peu les liens qu'il avait avec la Grande-Bretagne, sans les faire totalement disparaître d'ailleurs.

Depuis, l'histoire du pays a été largement dominée par les rivalités entre factions semi-féodales qui, utilisant les divisions ethniques et religieuses, s'abritent derrière les divers partis et tendances politiques, y compris ce PDPA (Parti Démocratique du Peuple) que les journalistes occidentaux ont trouvé commode de qualifier de "communiste" sous prétexte qu'il a recherché l'appui de l'URSS contre ses rivaux.



En 1978, un coup d'état militaire porta au pouvoir la tendance Khalq du PDPA. Le nouveau régime se révéla vite incapable d'assurer la stabilité politique du pays et l'année suivante, il fut renversé par la faction rivale au sein du PDPA, le Parcham, dirigée par Babrak Karmal. C'est alors que, sous prétexte de répondre à l'"appel à l'aide" lancé par Karmal, les troupes soviétiques entrèrent en Afghanistan, autant pour consolider l'influence soviétique sur le pays, que pour y mettre fin à une instabilité politique qui constituait une menace pour l'ensemble de la région et, en particulier, pour les Républiques soviétiques d'Uzbekistan et du Tadjikistan.

L'invasion soviétique ne tarda pas à s'embourber dans une guerre meurtrière. Loin de mettre un terme aux rivalités entre factions féodales, elle lui fournit un nouvel aliment, d'autant plus que les puissances occidentales n'hésitèrent pas à attiser les choses en fournissant armes et argent à diverses factions hostiles au régime du PDPA, de même d'ailleurs que les dirigeants du Pakistan et d'Iran qui virent là une possibilité d'étendre leur propre influence.

En 1986, peu après son arrivée au pouvoir, Gorbatchev entama un processus de désengagement. Tandis que l'URSS commençait à retirer des troupes, Babrak Karmal était remplacé à la tête du régime par le chef de la police politique, Najibullah, qui entreprenait une politique de "réconciliation nationale" adressée aux diverses factions de la résistance. La dictature, qui n'avait déjà rien de "communiste" quoi qu'en ait dit la presse occidentale, multiplia alors les concessions à la religion islamique.

Finalement, en avril 1988, un accord était signé à Genève sous l'égide de l'ONU en vue du retrait définitif des troupes russes, retrait qui s'acheva en février 1989.

Depuis, malgré la perte que représentait pour lui le départ des troupes russes, le régime de Najibullah s'est maintenu au pouvoir, en partie grâce aux divisions qui paralysent la résistance, mais en partie aussi grâce à l'appui d'une petite bourgeoisie urbaine que la surenchère démagogique et religieuse des chefs moudjahidin inquiète.

Souscription

Les listes de souscription de Lutte Ouvrière ne sont pas encore toutes rentrées. La somme de 1 269 914 F que nous indiquons est donc encore partielle.
Nous continuons ci-après et nous terminerons dans les prochains numéros de *Lutte Ouvrière*, la publication de ces listes.

EVREUX : Un copain de l'Eure, 200.
LE HAVRE : Un Havrais, 30. Geneviève, 50. CH C, 20. Jean Claude, 30. Hugues, 40. Soutien, 21. Mme Varin, 300. Eric Deneuve, 20. **CRAM Rouen :** J Puget, 300. C Hennard, 100. G Dusseaux, 100. A Larcier, 100. MH Lebaudy, 100. Jean Marie et Murielle, 200. C Prevel, 100. A Lénoard, 100. Yannick, 20. J Marc, 20. Dominique, 50. Gérard, 20. A Alex, 30.
TOULOUSE : Ouvrier Aéro (ABG), 50. Mère de militants, 2000. Collecte **Motorola**, 722. Collecte **La Grave**, 138,50. Collecte **CHR Rangueil**, 427. Collecte **CHR Purpan**, 753. Collecte **CTS**, 200. Collecte au drapeau meeting de soutien du 13.3.92, 700. Aurélie, 50. Malénée, 100. Madou, 50. Anonyme, 50. Gonzales, 100. Youni, 200. Une abstentionniste, 92. Michèle, 100. Un commerçant qui lutte contre le racket des caisses de retraite, 150. Georges Abellan, 100. Régine et Gérard, 200. Jacques, 50. Francis, 40. Norma, 200. Charly, 100. Alain, 50. Véro, 50. Arlette, 100. Claudine, 100. Colette et Laurent, 230. Geneviève, 100. Soutien, 20. Ferlet, 100. Mme Verat, 50. Marie France Durand, 100. Marie HélèneV. 100. Andrée Pauzies, 50. Lempert, 200. **Toulouse Santé :** Edmond Regourd, 50. Chantal Uguet, 50. Paulette Papon, 50. Marie Yvonne Laroze, 30. Annie Coues, 30. Claire Gonzales, 50. Geneviève Cazalbon, 50. Florence, 100. Pierre, 22. **ABG Semca :** Collecte, , 234.
CHALON SUR SAONE : Annaz et Jojo, 100. Christelle, 100. Viviane, 100. Un prof de Mathias, 100. Une vendeuse, 100. Un chauffeur de bus, 50. Un ouvrier de William Saurin, 100. Une jeune communiste, 50. Une vendeuse, 20. Un ouvrier de William Saurin, 50. **Kodak Chalon :** Alain, 110. Antonio, 100. AF ouvrier de Kodak, 200. Un ouvrier de Kodak, 100. Un CDD de Kodak, 50. Un ouvrier de Kodak, 250. Une laborantine de Kodak, 50. Un ouvrier de Kodak, 50. Un ouvrier de Kodak, 50. Un ouvrier de Kodak, 50. **Lycée Mathias :** Un prof d'anglais, 30. Un prof de STE, 100. Un prof stagiaire STE, 50. Un prof de STE, 50. Un prof de STE, 50. Un prof de SES, 100. Un prof de sciences nat, 100.
LE CREUSOT : Une ouvrière d'Ecuiss'es, 300. U ouvrier d'Alsthom, 100. Marie Noelle, 500. Adrien, 50. Sylvain, 600. Soutien, 20.
MONTCHANIN : Pirrin Michel Agent équipement, 30. Duclous Alain, agent équipement, 50. Gien Jérôme, agent équipement. Bernard Henri, chômeur, 30. Desmaret Aline, ouvrière Gerbe, 20. Santion Jean Luc, 50, agent Michelin, 50. Pardonb Raymond, 20, agent équipement, 20. Jules, 100.
DIJON : Rigollete Christophe, 50. Odile, 500. JF Noceto, 100. Retraité PTT, 50. Belizeville SDerge, 100. GBM, 400. Gislon, 100. Venliat, 50. Une maman, 300. Coste Jean, 150. Catherine, 100. Un sympathisant, 400. Anonyme, 100. Jean Paul, 500. Ind, 100. Un intérimaire, 50. Un chômeur, 20. Un cheminot, 200. Marilyne, ASH, 100. **Télécom :** Massié, 100. Simon, 100. **CCP :** Toto, 100. Muguette, 100. Marie France, 100. Marie Noelle, 20. Laurent, un enseignant, 500; Gérard, un cheminot, 200. Gilbert, 100. Michel, 100. Gilles, 200. **Peugeot Dijon :** Emmanuel, 100. Michel, 100. Guy, 100. **Collecte Région Dijon :** Amora, 59. **Bourgogne électronique**, 173. **CCP**, 175. **PTT Joliet**, 138. **PTT Grangier**, 123. **Peugeot**, 60. **Hôpital Général**, 77. **CHR**, 205. **SNCF Depôt**, 63. **SNCF Gevrey**, 34. **FRLE**, 175. **Télémécanique**, 105. Meeting Dijon, 900. **Vallourec Montbard**, 124. **Le Creusot :** Framatome ACR, 176. **Creusot Loire Industrie**, 88. **Dim Autun**, 109. **Kodak Chalon**, 348. Meeting Chalon, 630. **Bourgogne Electronique :** Nourdine, 100. Amarzy, 100. René et Jocelyne, 100. Danièle, 150. Myriem, 100. Figueredo, 100. Marguerite Baptista, 100.
MONTBARD : Un ouvrier de Vallourec, 400. DOLE : Jamila, 50. Maréchal, 100. Mugneret, 150.
AUTUN : Enrique (Dim), 50. Victoire, 100. Loulou, 100. Lulu, 100.
LE CREUSOT : Un retraité de Creusot Loire, 50. Un chômeur, 100. Hiumbert, 100. Corot, 100. Yvonne, 100. Une ouvrière, 150. Un ouvrier du bâtiment, 500. Un ouvrier de Creusot Loire industries, 50.
BOURGES : Lamiable, 100. Jean Claude, 30. Salomon, 50. Odile, 50. Martione Sécu, 100. Lécolier, 50. Un retraité, 50. Un petit commerçant, 50. Perdon, 50. EM sympathisant, 100. EM pour que ça change, 20. EM pour que ça déchante (pour les patrons), 20.
NEVERS : Retraites sympathisant Arlette, 50. Ouvrier métallurgiste, 50. Vetois Guy, 14. Un copain de travail de Rosières, 30. Mme Epeisse, 100. Une voisine, 100. Guidoux, 50. Durieux, 50. Silvina, 200. Viviane, 40. Bonard Paul, 100. Sadovki, 20. Jean Michel M, 100. Dulière D, 45. Alice et Edmonde, 50. Une amie qui soutient, 100. Raymond et Marie Jeanne, 200. 2 Marocaines et une Algérienne pour LO, 40. Collecte GIAT, 160.
VIERZON : Arlette aux JO !, 100. Vas-y Colette !, 100. Marre de ce gouvernement, 250.
ORLEANS : Un étudiant, 50. Pour le changement, 50. Rodrigues, 100. Jean Pierre, 30. Marie Pierre et Bruno, 50. Maryse Reznard, 40. Paul Magdeleine, 100. Christian, 20. Bruno Perot, 500. FM, 200. Collecte Alcatel, 568. Delacoute Alain, 100. Lamiable Michèle, 200. François, 250. Michèle (instit), 50. Christiane (instit), 50. Nathalie (instit), 50. Ouvrier Malichaud, 100. Prof IUFM, 100.

TOTAL À CE JOUR : 1 269 914 F

Une sympathisante, 100. Faoun, 50. Alcatel Odile, 30. Un sympathisant, 200. Paul, 50. C Simon (région parisienne), 50. Duclos Jeanne, 100. Karim, pour que vivent les idées de gauche, 60. Frédéric, 100. Michel Crespin, 100. Soutien, 100. Paul, 100. Geneviève, 100. Dominique Périchon, 50. Laurence, 200; Créteil : Michael, 100. Laurence, 100. Myriam, 50. **SNCF Vierzon :** Drelon, 100. Berger, 50. Fernandez, 20. Collecte RVI, 190. Collecte SNCF, 260. Ratie, 200. Cheminot roulant, 30. Martin, 50. Ratie, 50. Sautour, 30. Eveillard, 20. Mazard, 50. Ripoteau, 50. Daniel, 20. Béjart, 35. Chauprade, 28. BP, 84. Madame Venatier, 30. Un roulant, 50.
LOIRE ST ETIENNE : G Frefy, 400. Martine J, 100. Marie M; 200. Collecte usine Creusot Loire de St Chamond, 241.
Hôpital Croix Rousse Lyon : ASH, 30. Aide soignante, 25. Infirmière, 25. Surveillante, 50. Aide labo, 30. Aide radio, 20. Couzon, 200. Laborantine, 30. Laborantine, 50. Laborantine, 50. A sociale, 80. Michèle,200. Hanrio, 50. Un collège, 100. Kamel, 150. Une secrétaire, 50. Une stagiaire AFPA Vénissieux, 250. M Th Caburet, et Ph Boncourre, 100. Une communiste soviétique, 100. Marie Claire Cauvin, 200; Annie Cortot, 100. Béa, 150. Adèle Cortot, 100. François Mathian, 150. Thierry Bonhour, 50. Laurent Avorio, 60. Un copain, 500. Aberos, 50. Retraitée Vaulx en Velin, 30. **Collection région Lyon : Atochem**, 257. Berliet Feuillat, 187. **SNCF Oullins**, 241. **Propharm**, 250. Ctelle **Rillieux**, 283. **Delle Alsthom**, 230. Soutien Vaise, 50, 20.
DROME : Camarade anarchiste actif Oudjani, 10. Belhaouès, 50. Hachaichi, 50. Esplaas, 100. Jean François, 80. **Vinatier :** Collecte 636. Pour les malades, 50. Pour tous et toutes, 50. Anne Claire, 50: Equipe de nuit, 50, 30, 30. **Jeumont Schneider Lyon** : Collecte, 630. Mathias, 200. Un ouvrier, 30. Jean Marc, 15. Patrick, 50. Jean Pierre, 50. Soutien, 20. Sympathisant JS, 50. **PTT Lyon** : Bruno, 200. Yves et Patrice, 50. Noel, 20. Charlie, 1 5.Alain, 50.Joseph, 30. Thierry, 50. Agnès, 100. Querté, 100. Richard, 100. Monnaie, 15. Soutien, 25. Georges, 50. Jean, 50. Michel, 100. Philippe, 50. Réunion PTT, 150.
Crédit Lyonnais : Prospection Rillieux, 40. Sympathisant CLR, 100. Sympathisants, 50, 50, 100. Employée CLR, 150. Après la réunion, 50. Sympathisant CLR, 50. Martinez, 100. Employée, 50. Martine, 100. Collecte élections Crédit Lyonnais, 612. Pauline Desgranges, 50. Nico, 50. Marc, 100. Propsection Vaulx, 10. Toinette, 50. Un copain, 200. Julie Lacombe, 20. Noel et Anne Cécile, 28. YL, 50. Sylvie, 150. **Hôpital Edouard Herriot** : Joelle (secrétaire), 100. M Claire (secrétaire), 25. Joelle (secrétaire), 200. M Jo (infirmière), 10-0. Annie (laborantine), 50. M Paul (laborantine), 100. Laborantine, 50. M Françoise, 30. J Druissi, 25. Aide labo,30. Jeanne (aide labo, 50. Anonyme, 50. Sanchez (AS), 35. Laborantine, 90. Administrative, 200. M Françoise (labo), 100. Médecin, 150. Aide labo, 30. Collecte HEH, 432. Aide labo, 30. Malvoisin, 10. Pascal Linger, 50. Patrick Linger, 100. Nicole (labo), 40. Marie (labo), 200. **Reçu au Journal** : Monique (Mulhouse), 500. De la part de Laurent et Edith, Paris 12ème, 1100. Deux "Montesiqueu" anonymes, 400. Jean Philippe Langon, 500. Collecte meeting Paris du 13 mars, 15 532.
TOULOUSE : Richard, étudiant, 150. Eric (idem), 50. Manuel: à bas le fascisme, 100. Jacky (aux. de puér.): les femmes amèneront plus de justice sociale, 50. Anthony (étudiant): le prolétariat vaincra, 20. Lydie (Iycéenne), 50. Abdé, 40. Philippe, 100. Enseignante IUT, 500. Ouvrière Siemens, 50. Opérateur Siemens, 50. Technicien Siemens, 50. Technicien Cofreth, 70. Technicien Siemens, 50. M Rahal, 75. Armengaud, 50. Rodriguez Béatrice, 50 Anonyme, 100. Collecte Silat, 295. Mère de militant, 300. Patrick, 150. François et Brigitte, 120. Hélène, 50. Alain, 50. Pour LO, 100. Josette, 50. Un supporter, 50. Collecte réunion publique Perpignan, 403.
Aérospatiale Saint Martin : Millerand, 200. Un sympathisant, 100. Christine et François, 200. Un retraité, 50. Un technicien, 20. Une secrétaire, 15. Un dessinateur outillage, 100. Un ouvrier, 300. Un ingénieur, 223. Un dessinateur, 40. Soutien, 10. Didier, 20. BF, 20. Soutien, 10. Soutien, 10
Un ancien traceur, 10. Un copain du PC, 25. Un dessinateur, 10. "soutien moral", un occitaniste, 100. Un dessinateur, 20. Un technicien, 15. Un gratte-papier, 10. A l'avenir, 20. Un dessinateur, 10. Un technicien, 15. Jean Claude, 30. François, 25. Alain, 10. Chrisitian, 20. Un dessinateur, 10. D'accord, pas d'accord, 10. Collecte aux portes de l'usine, 1556. Collecte à St Eloi de Blagnac, 240. **Cablauto Toulouse** : Un ouvrier, 40.

LYON

Centre Hospitalier Lyon Sud : Crug, 100. Pieter, 300. Joel, 100. AMG, 50. Jérôme Fayet, 50. Marc Boisserie, 50. Collecte Claude, 16. Collecte **SNCF** Vénissieux, 98. Mme Lafond, 42. **RVI Feuillat** : M Félix, 50. De Coureiro, 40. Gongora Philippe, 100. Hamouda, 50. Calisto, 20. Mistri, 10. Marilyn Brunet, 30. Loriot, 80. Joel, 120. Stéphane, 100. Manu, 200. Zari, 30. Ventri, 50. Zabar K, 40. **RVI Ponts** : Un ouvrier, 20. Bruno, 25. Azzedine, 50. Vincent, 50. Mohamed, 100. Un travailleur, 20. Saïd, 20. Acheteur LO, 10. **RVI Vénissieux :** Max, 10. G, 20. M, 10. Y, 15. Employé de bureau, 20. Infirmière, 50. Laborantine, 50.
LYON : Hamitouche Samia, 25. Vergnes Stéphanie, 50. Muller Héliette, 30. Berreau, 150. Michèle Lewandowski, 100. Nicolas, 40. Albert et Agnès, 200. Olivier, 100. Catherine (labo HEH), 50. Jacqueline (labo HEH), 20. Mère copine, 30. AS Benoit, 50. Rajty (pour LO), 100. Ghali R, 100. Camarade SMV, 120. Collecte RVI Vénissieux Ponts, 425. Guy, 500. Collègue, 20. Alain, 200. Bernard, 100. Paul, 30. Daniel, 30. Soutien, 15. Patrick, 20. Jeannot, 20. Claudius, 25. JP Darmon, 100. Véro CLR Rillieux, 80. S Corroyer, 200. Pharmacienne, 100. Cote Odile, 150. Lalande Véronique, 35. Une prof de gym, 50. Un copain, 200. Une copine, 200. Soutien Roanne, 26.Annie, 50. Eric, 20. Par sympathie, 30. Jean Luc PTT Lyon, 22.Karroute, 100. Jacquin, 100. **Hôtel Dieu Lyon** : Gérard, 40. René, 50. Nicole, 50. Joelle, 50. **SNCF Oullins** : Roland, 100. Un sympathisant, 50. Barthomeuf, 50. Arthaud, 100. Novak, 50. Un cheminot, 200. Chagnon, 150. Monard, 20. **PTT Lyon** : Soutien, 100. Soutien, 42. Christian, 50.
PAS DE CALAIS : Franco, 500. Lucette, 50. Daniel, 100. Régis, 100. José, 100. Tomczak Michel, 50. Tomczak Pierre, 100. Richard V, 100. Régine, 50. J François, 50. A Bérurier, 20.
LILLE (Nord) : F. Dominque Wagnon, 200. Aissani Sidi Alki, ouvrier de la plasturgie Lille 100. Tellier Frédéric élève instituteur Vitry (62), 100. Prof d'histoire, 100. MMe Sanchez (professeur), 50. Mme Heitz (professeur), 50. Mme Bellina (professeur), 50. Amaria (étudiante), 50. Elisa D, 50. Bliot E. 100. Delphine F, 50. Pauline D, 40. Lalouette Vincent JCR, 50. Collet Florence, 50. Didier Colpaert, 100. Daniel Colpaert, 50. **Lycée Professionnel F Ferrer :** Marc, 20. Franck, 200. Domino, 200. Christine, 50. Eric, 100. Augustin, 40. Laurent, 50. Gilbert, 70. Vincent, 100. Anita, 50. J Michel, 50. Arlette, 50. Réjane, 100. Alain, 100. Nicole, 50. Gilles, 500. Marché Ronchin, 20. Capinghem, 100. Ma Mère, 200.
ARMENTIERE : D'Huster Jean Pierre, 25. Vahé Marie, 25.
TOURCOING : Anne Marie, 50.
DUNKERQUE : Céline Faure, 200. Anonyme, 100.
NORD : Jean Clmaude, 100. Un sympathisant d'Armentières, 100. Pascal "Lui", 400. Sylvie Lefevre, 500. Martin Claude, 300. Guillou Alain, 50. Costanza Virginie, 300. Dusmenil Roger, 200. Tourille Daniel, 50. Mokhtar Dalila, 50. Foubert Marie Claire, 20.
CH Roubaix : Leclerey IDE, 200. Jean Claude, 30.
GRENOBLE : Josette, 56. Patricia,50. Catherine, 118. Jacques, 100. Sylvie, 100. Une copine, 100. Galdeano Arrishino, 50. Collecte à l'usine Bonmartin à Domène, 17 personnes, 240. Jean, 150. Sympathies, 500. Max, 50. Myriam, 50. Patrick, 50. Denis, 50. Christophe, 100. Pedro Juan, 50. Michel, 20. Danielle, 20. J Pierre, 20. Distrigil, 23. Cibrario, 76. Infirmière, 20. Une vieille connaissance, 118. Un retraité, 20. Un travailleur d'Atochem, 50. Un lecteur, 30.
ISERE : Françoise, 100. Une retraitée, 100. Une infrimière, 100. Une copine, 200. Une autre copine, 100. Un copain et sa bande, 150. Loic (2è) 100.
MARSEILLE : Marcel réparation navale, 50. Un prof de maths, 100. Guérin, 200. Weynachter, 100. Slimani, 100. Lili, 50. Un électeur d'Arlette, 10. Olivier Rouchifin, 57. Karine Lefebvre, 100. Frédéric, 100. Messolem Nicole, 50. Courcier Henri, 50. Un donneur perdu, 300. Roulant, 100. Codron, 50. Un vieux copain, 50. Une infrimière, 50. 2 sympathisantes des idées communistes, 20 et 150. Une mère de famille, 20.
Chèques Postaux Marseille : Hélène, 50. Odile, 50. Collecte CCP, 21 donneurs, 157.
SNCM Marseille : Grenier Georgette, 50. Grès Lecalvez, 300.
PROVENCE : Odile Chabbre, 100. Michel Tatibouet, 100. Balty M Renée, 200. Querci Denis, 50. Mougenot Gérard, 50. Martine Rignier, 100. Pour que ça change, 10. Emile, 20. Joelle, 50.
MONTPELLIER : Cioli Hugues, 200. Corrine, 50. Christine, 50. Terbèche Aicha, 200. Pour Lutte Ouvrière, 50. Bruno, 50. Roland, 900.
FOS-SUR-MER : Françoise, pour l'utopie, 100. **URSSAF Bouches-du Rhone** : Aubanel, 20. Madoni militant CGT candidat LO, 100. Timonene Alexandre, honte à moi, j'ai voté Mitterrand en 81, 100. Contre les connards de droite et de "gauche", 30. Arlette Laguiller m'a convaincue par son langage vrai, honnête et sincère, 30. Borel, 20. Deveze, 20. Vivas H, 50. Un sympathisant, 50. Un électeur du PCF, 20.
MARSEILLE-AIX : Roche, 1000. Ravis, 100. Régine, 100. Don anonyme, 100. Voltz, 100.Taranger, 100. Borgomano, 50. PC, 100. PC, 50. Lelibage, 200. Ligue communiste, 100. Huon enseignants retraités, 200 .
SAINT-CHAMOND : Une enseignante St Chamond, 200. Yves Alvergnat, 100. Une retraitée de St Chamond, 100 .
TOURS : Jean Philippe, 20. Morin Muriel, 40. Laurent, 50. Patrice, 2000. Valérie, 50. Ouvrier peintre, 50. Patrice, 15. Tuyauteur, 20. Electricien, 30. Jean Charles, 40. Alain, 20. Alain, 30. Catherine, 200. Dany David, 200. Employé du Trésor, 100. Electrice AGF, 100. Employé trésor, 100. Fatima conseillère d'éducation, 150. Patricia, 100. Mireille, 10. Geneviève, 200. Isabelle, 50. Marché Bléré, 20. Trésor Public, 100. Aide soignante CHR, 100. Ouvrier imprimeur, 50. Aide ménagère, 50. Chômeuse, 20. Infirmière, 10. Marie Claire ASH 20. Catherine AS, 50. Alain, 100. Une copine, 100. Claudette, 20. Parents, 50. Parent, 50.
Mairie de Tours : Annie Lilith, 100. Collecte mairie, 410.
CLERMONT-FERRAND : Un travailleur PTT, 200. Enseignant, 70. Jean Claude Giraud, 500. Queyrat Daniel, cheminot, 50. Zeltz Suzanne, 100. Zeltz Miriam, 100.
REGION PARISIENNE : Eric et Christelle, 200. Antonio, 150. Baty, 20. Guy, 20. Scaglia, 400. Do, 100. Joel, 120. Un sympathisant, 100. Penie edouard, 60. Gil, 80. Raymonde, 60. Aliette, 60. JL, 100. Patrice et Florence, 500. Arthur et Jackie, 500. Catherine, 50. Une sympathisante, 50. Une copine, 200. Collecte **hôpital Beaujon,** 508. Dumas Michel, 50. Grondin Marie, 50. Celia Lutfinal, 50. Bastaraud D, 50. Jean Michel, 500.
Florence, gardienne, 100. Pascale, agent de cuisine, 100. Bruno, ouvrier laveur, 50. Corinne, contrat de formation, 50. Annie, agent de laboratoire, 30. Nelly, agent chef, 30. Jacky, 42. Retraités, 200. Sympathisant, 100. Nanou, 50. Alain, 200.Valence: Claire et Pierre, 150. Ex PS, 150. Père de militante, 300. Gaëlle, 50.
Région parisienne : Patricia, 200. Fred Martin, 100. Abdeddath, 50. Le Foll, 20. Toutin, 100. Une communiste, 100. Un marin, 100. Yugo, 50. Zaza l'abeille, 100. Vergez Catherine, 100. Catherine Binor, 300. Jean Michel, 70. Eliane K, 50. Luc T, 50. Pierre S, 50. TB, 50. FM, 50. Sympathisante, 400. Didier, 250. Gillot, 100. Perdue, 300. Un copain, 400. Une sympathisante, 200. Un militant, 200. Daniel (Les Lilas), 200. Cap, 100. Anais, 50. Nadège, 50. Sylvie, 100. José, intérimaire sans boulot, 100. Doumé vive l'Internationale, 100. Micaletti Mario, 50. Micaletti Marie Angèle, 70. Anonyme, 100. Pour encouragement, 50. A, 500. Naima, 200. El Jmali, 100. Sokrani, 100. Sephora, 100. Eric, 100. Pierre, 150. J Pierre, 600. Jacqueline, 300. Denis, 100. Danielle, 50. Thierry, 200. Philippe, 200. Durand Jérôme, 100. Un copain de Creil, 200. Leila, Magali, Laurence, 100. Anne et Thierry, 70. Régis, 100. Un camarde, 200. Bruno, 50. Stéphanie, 50. Jean Luc, 50. Un membre du PCF (pour combien de temps !), 50. Douilklet, 300. Cherif, 100. Un ouvrier, 40. SD, 50. Didier, 100. Christian M, 50. H Morvan, 200. Pierre Mimile Amiens, 30. Carlos et Cathy, Fontenay, 250. Rida, Créteil, 50. Louis, Noisy, 40. Judithe, Thiais coiffeuse, 100. Pour les idées communistes, Marie, Thiais, 100. Perdue, 300. Richard Maryline, 100.
LE MANS : Jacky DDE, 100. Valery, 100.
Alusuisse (Le Blanc-Mesnil) : Un ouvrier, 50. Un fondeur, 15. Plusieurs ouvriers, (1 3p), 167. Un couleur pour Arlette, 20. Maurice, 100. **Renault Choisy** : Yves, 100. Didiere, 100. Daniel, 50. Thierry, 50. Issard, 50.
Belin Evry : Pepimoi, 80. Vivier Viviane, 50. Golman Claude, 50. Furtak Rose Marie, 50. La Peyere JP, 50. **Renault Siège Social** : Jean, 100. Ducos Patrick, 200. Marchille Maryse, 20. Henri, 50. Daniel, 100. Catros Cécile, 200. Daniel, 100. Levy Patrick, 50. Raymonde Brunet, 200. Patrick Acare, 50. **RNUR Billancourt :** 814. (bureaux et siège social). **Schlumberger** : Collecte, 43 personnes, 482.
CAEN : Les parents d'un copain, 150. Evelyne, 80. Un copain, 200.
ALES : Brun Marcel, 100. Desfossez Christophe, 500. **Renault Flins :** Pascal, 210. Laurent, 50. Lorenzo, 20. Philippe, 50. Roger, 20. Paul, 50. Tremel, 50. René, 50. Ali, 50. **Hôpital Saint-Antoine** : Yvette, 200. Collecte, 218.
Hôpital Saint-Anne : Jeannette, 50. Valérie, 50. LN, 50. Mireille, 100.

Une date à retenir : 6, 7 et 8 juin

LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Comme chaque année, la fête de Lutte Ouvrière aura lieu durant les trois jours du week-end de la Pentecôte à Presles, dans le Val d'Oise, à une trentaine de kilomètres de Paris.

Alors retenez ces trois jours : les 6, 7 et 8 juin. Et à bientôt, à la fête de LO !

* * *

Artistes,

faites la fête !

C'est dans six semaines, les 6, 7 et 8 juin qu'aura lieu à Presles, dans le Val d'Oise, la fête annuelle de Lutte Ouvrière.

Chaque année, grâce à la participation, bénévole ou presque, de dizaine et de dizaines d'artistes - comédiens, chanteurs, musiciens, animateurs, gens de spectacles de toutes sortes - notre fête offre à un public populaire enthousiaste et curieux, venu de toutes les régions, trois jours riches de spectacles de tous ordres.

Entre les deux podiums principaux, la guinguette, la Cité du Jazz, le Cabaret, la fête est partout, aux quatre coins de l'important parc boisé dans lequel elle se déroule ; comme elle est aussi en permanence dans les allées, les places au long desquelles plus de trois cents stands sont installés.

C'est pourquoi, cette année encore nous lançons notre appel à tous les artistes qui veulent nous aider à réussir cette fête qui est toujours une importante manifestation populaire qui regroupe plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Pour nous contacter, rien de plus simple, adressez un courrier à

LUTTE OUVRIÈRE
(à l'attention d'Henriette MAUTHEY
BP 233
75865 PARIS CEDEX 18
... et nous vous contacterons.

Israël

LA POLITIQUE DU FAIT ACCOMPLI

Construction d'un lotissement juif dans la banlieue de Jérusalem.

AFP

■ Yitzhak Rabin, le chef de l'opposition travailliste israélienne, envisage l'autonomie pour les Palestiniens à courte échéance, s'il remporte les élections du 23 juin prochain et devient Premier ministre. C'est du moins ce qu'il a déclaré au journal britannique *The Independant*.

Même en paroles, Rabin (qui fut Premier ministre de 1974 à 1977) prend ses précautions : l'autonomie ne concernerait ni la Sécurité ni les Affaires étrangères, et elle serait prévue pour une période transitoire de cinq ans.

Et quand on voit la politique guerrière passée des travaillistes au pouvoir, ces déclarations de période électorale ne sont certes pas à prendre pour argent comptant. Quoi qu'il en soit, elles tranchent avec la campagne électorale du parti au pouvoir, le Likoud de Shamir qui, lui, mise sur l'impact que peut avoir dans une partie de la population israélienne sa politique de défense du "grand Israël", comprenant les territoires occupés, même si le gouvernement a été contraint d'engager des négociations avec les Palestiniens sous la pression des USA.

Le gouvernement Shamir vient de faire lancer une vaste opération publicitaire en faveur de logements neufs dans les territoires occupés, avec le slogan *"Installez-vous au cœur du pays"*. 13 000 à 14 000 logements sont en vente dans les 142 colonies de Cisjordanie et de Gaza, à des prix très inférieurs à ceux pratiqués dans les villes israéliennes. Cette publicité s'adresse ouvertement aux nouveaux venus de l'ex-URSS, mais aussi à tous les Israéliens qui, à cause de la montée des prix dans l'immobilier, peuvent être tentés par la perspective d'obtenir à bas prix un logement décent.

Shamir et son ministre de l'Habitat, le tristement célèbre général Sharon, œuvrent à placer le pays devant le fait accompli et à rendre plus difficiles toutes les négociations sur la Cisjordanie. Ils espèrent sans doute attacher à leur parti toutes les familles qui, poussées par les difficultés économiques, pensent à s'installer dans les territoires occupés, à proximité des grandes villes israéliennes (le mouvement est d'ailleurs largement amorcé).

Mais ils font ainsi de ces familles des otages, et les prochaines victimes soit des révoltes palestiniennes, soit des règlements politiques qui voudront les éviter ou y mettre fin.

Sylvie FRIEDMAN

Iran

INTÉGRISME ÉLECTORAL

Affiches électorales.

RAD/GAMMA

■ En Iran on a voté le 10 avril pour le renouvellement du Parlement, le Majlis. Et on assisterait à une victoire des "modérés" sur les "radicaux", si l'on en croit les correspondants de presse occidentaux.

Depuis longtemps déjà, le Majlis constituait une épine dans le pied du régime de Rafsandjani, partisan d'une ouverture vers l'Ouest, dans la mesure où il restait dominé par les "radicaux" hostiles à cette ouverture. En provoquant la réélection du Majlis, le régime cherchait donc à se débarrasser d'un pôle d'opposition au sein même de l'Etat.

Faisant d'une pierre deux coups, Rafsandjani a aussi tenu à faire de ces élections une vitrine "démocratique". Ceci afin d'offrir un argument aux gouvernements occidentaux, américain en particulier, qui seraient gênés vis-à-vis de leur opinion publique pour développer des relations diplomatiques et surtout économiques avec le régime iranien. C'est ainsi, par exemple, qu'un grand nombre de journalistes américains ont été invités à assister au scrutin.

Que la démonstration soit convaincante pour qui veut regarder de près, c'est une autre affaire. Il n'y a toujours pas de partis politiques légaux en Iran et les candidats se définissaient par rapport à deux associations cléricales, l'une liée au président Rafsandjani (ceux qu'on appelle les "modérés") et l'autre liée aux opposants au régime dits "radicaux". Pour pouvoir se présenter, les candidats devaient obtenir l'agrément du Conseil de surveillance de la Constitution, une institution non élue dominée par... les "modérés". Autant dire que, sans parler même des multiples pressions que l'on peut supposer durant les opérations de vote, le scrutin était largement truqué d'avance.

Quant au bienfait que constituerait cette victoire des "modérés" sur les "radicaux" pour la population pauvre iranienne, il est encore plus discutable.

Certes, le régime vient de libérer quelques partisans de l'ancien Premier ministre Mehdi Bazargan et parle d'une légalisation possible de son ancien parti. Mais il ne s'agit que d'un geste, en partie destiné à l'opinion publique internationale, en partie sans doute aussi à la petite bourgeoisie iranienne de l'émigration. Cela fait en effet déjà un certain temps que le régime cherche à faire rentrer au pays les ingénieurs, médecins, avocats et autres intellectuels émigrés après la venue au pouvoir de Khomeiny et dont l'absence pose un problème à l'économie iranienne.

En revanche, il n'est nullement question de libérer les quelque 25 000 prisonniers politiques que compteraient les geôles iraniennes. Pas plus qu'il n'est question de libéralisation politique pour la population pauvre. Pour elle, les vocables de "modérés" et de "radicaux", essentiellement destinés à l'usage de l'opinion publique occidentale, recouvrent la même réalité : celle d'une dictature qui reste impitoyable.

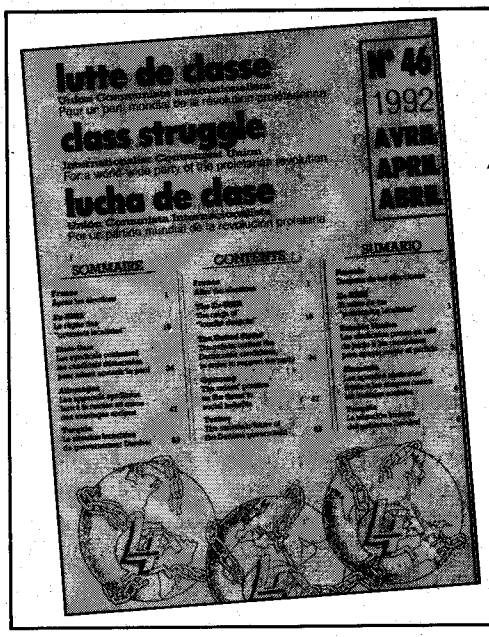
François ROULEAU

Koweit-Irak

DÉPLACEMENT DE FRONTIÈRES ... ET DE MILLIARDS

Une commission de l'ONU vient de déplacer de 600 m, au profit du Koweït, la frontière séparant cet émirat de son voisin, l'Irak. Cette "petite" modification permet au Koweït de récupérer toute une série de puits de pétrole faisant partie du champ pétrolifère de Roumaïla, le plus grand d'Irak, qui avant la guerre de 1991 produisait plus de 2 millions de barils par jour. En outre, cette "petite" modification prive quasiment l'Irak de l'accès aux eaux du Golfe, puisque le nouveau tracé lui retire une partie de la ville portuaire d'Oum Qasr, seul débouché praticable du pays vers le Golfe.

Merci pour les pauvres émirs du Koweït, et malheur aux vaincus !



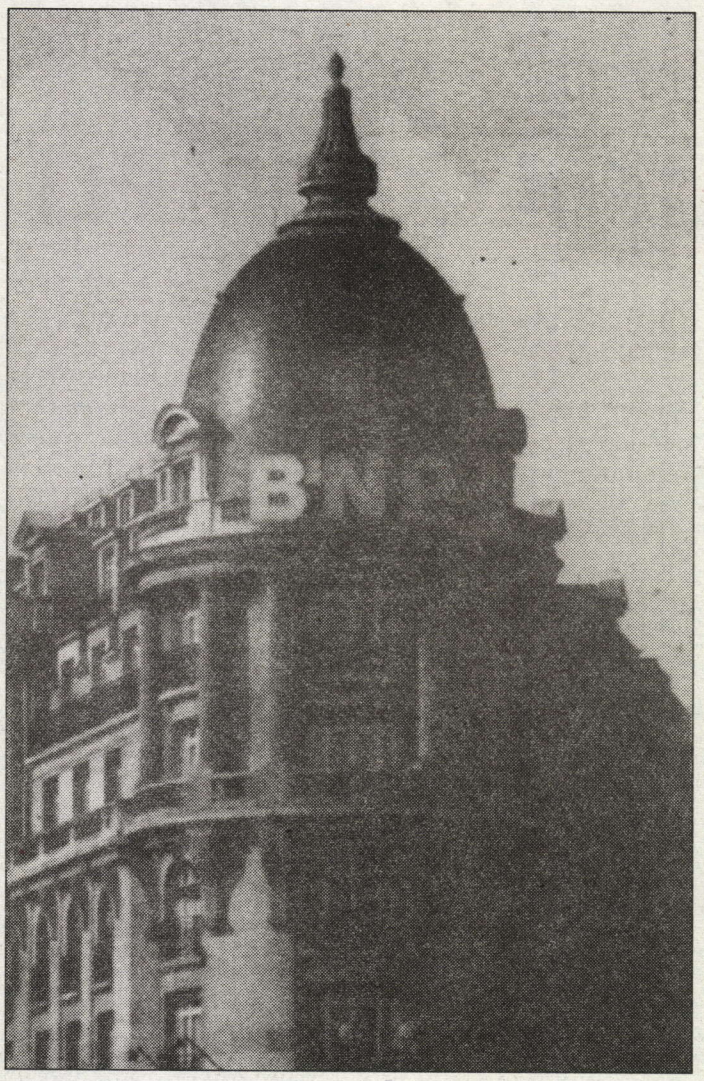
LUTTE DE CLASSE

AVRIL 1992 (N° 46)

Au sommaire :

- **France :** Après les élections
- **Ex-URSS :** Le règne des "potentats localistes"
- **Etats-Unis :** Les syndicats contestent les candidats démocrates pour mieux soutenir le parti
- **Allemagne :** Les appareils syndicaux face à la remise en cause des avantages sociaux
- **Turquie :** La situation incertaine du gouvernement Demirel

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres



Aventurier/Gamma

Profits records pour les banques françaises

SUR LE DOS DES EMPRUNTEURS

La plupart des grandes banques françaises ont annoncé qu'elles avaient réalisé en 1991 des bénéfices supérieurs à ceux de l'année précédente, qui n'avait déjà pas été pauvre pour le capital. En plus, les Crédit Agricole, BNP et autres Crédit Lyonnais ont constitué ce qu'ils appellent des "provisions", c'est-à-dire des bénéfices supplémentaires pas déclarés comme tels, car censés couvrir des risques de pertes.

Une partie de ces bénéfices provient de la spéculation financière qui, après une pause, a repris de plus belle. Le Crédit Lyonnais se vante ainsi d'avoir gagné presque un milliard de francs aux Etats-Unis en rachetant à bon prix des "junk bonds", les fameuses obligations pourries.

Mais l'essentiel des profits des banques provient des crédits faits aux entreprises et aux particuliers.

Dans ce domaine les banquiers avouent avoir augmenté leur marge, notamment sur les crédits immobiliers et plus encore sur les crédits à la consommation, ceux qui sont souvent souscrits par des familles en difficulté.

Non contents de prêter l'argent à prix d'or, les rapaces de la banque ne cessent d'augmenter les tarifs des opérations les plus courantes. Un retrait d'espèces au guichet d'une autre agence que celle où est tenu le compte est aujourd'hui souvent facturé 50 F ou plus. De même pour toutes les opérations courantes, comme les virements et même les clôtures de comptes ! Tout est bon pour faire casquer le client.

Et cela ne va pas s'arranger, puisque les grands réseaux avouent carrément vouloir encore augmenter leurs commissions en poussant la vente de services groupés, d'une utilité parfois discutable mais toujours copieusement facturés.

Si les comptes des banques vont bien, c'est de toute évidence parce que ceux de leurs clients vont mal.

ÇA BANQUE !

A l'heure des bilans annuels, les unes après les autres, les banques françaises publient leurs bénéfices pour 1991 :
Crédit Agricole : 4,9 milliards de francs
Société Générale : 3,3 milliards de francs
Crédit Lyonnais : 3,2 milliards de francs
BNP : 2,9 milliards de francs
Banques Populaires : 1,6 milliard de francs.
Et toutes ces banques resplendissantes de santé ont même réussi à mettre de côté des dizaines de milliards de "provisions", en vue de temps futurs que les banques estiment difficiles.
Ah, que la vie est dure !

La condamnation de De Benedetti

UN AS DE LA FINANCE FRAPPÉ EN PLEIN VOL

AFP

Carlo De Benedetti, un des capitalistes italiens les plus puissants, vient de connaître une singulière mésaventure. Il s'est en effet trouvé en Italie des juges suffisamment persévérants pour le poursuivre durant presque dix ans et d'autres tout aussi obstinés pour estimer que la loi doit s'appliquer à tous, et donc pour condamner l'homme qui possède notamment le trust Olivetti (et en France le groupe Valéo) à six ans et quatre mois de prison pour sa participation à la banqueroute frauduleuse du Banco Ambrosiano, en 1982. Qu'on se rassure, le patron d'Olivetti n'est pas près pour autant de connaître la paille des cachots : il a aussitôt fait appel, ce qui suspend l'application de la peine. Et puis, De Benedetti aura tout de même eu un lot de consolation : il n'est pas seul à écoper puisque, dans la brochette des condamnés, figure notamment un autre financier, proche ami du Premier ministre démocrate-chrétien Giulio Andreotti. En revanche, d'autres ont échappé à la main de la justice, comme monseigneur Marcinkus, chargé des finances du pape, resté cloîtré plusieurs années au Vatican afin de tenter de se faire oublier.

La première banque italienne privée, tombée en faillite frauduleuse en 1982, était en effet aussi une banque étroitement liée au Vatican. C'est grâce aux lettres de garantie des financiers de la papauté que le Banco Ambrosiano avait pu emprunter des sommes équivalant à des milliards de francs. Le saint magot s'était ensuite évaporé quelque part du côté de Panama, avant de rejoindre par des voies impénétrables les caisses de la Mafia et de la fameuse Loge maçonnique P2, repaire de politiciens comploteurs de tous horizons. De Benedetti clame qu'il n'a été que vice-président de la banque et seulement durant deux mois. Il affirme qu'il aurait essayé de nettoyer les comptes. Les juges, eux, ont surtout retenu qu'il avait réussi, dans ce court délai, à se faire racheter ses actions avec un bénéfice de plusieurs centaines de millions de francs, peut-être en menaçant de révéler le pot aux roses. Six mois plus tard l'établissement fermait ses portes et son président, le banquier Roberto Calvi, était retrouvé pendu sous un pont de Londres.

Le financier déclare aujourd'hui qu'il n'est plus banquier, qu'il a soupé de la spéculation et qu'il se consacre désormais à l'industrie. Bref, il serait devenu honnête, se contentant de fermer des usines et de licencier "dans les formes", par exemple chez Olivetti. Une façon de proclamer son innocence qui ressemble presque à un aveu !

Pierre Vernant

Etats-Unis : une Bourse des droits de polluer

LES CAPITALISTES NE MANQUENT PAS D'AIR

L'agglomération américaine de Los Angeles est une des plus polluées du monde dit développé. Le mélange de fumées et de brouillards, le fameux "smog" californien, est pour l'essentiel produit par les industries locales qui rejettent dans l'atmosphère des déchets par centaines de tonnes.

Constructeurs aéronautiques, fabricants de meubles, raffineries pétrolières, usines électriques, entreprises de peinture automobile, empoisonnent ainsi à qui mieux-mieux la ville et ses habitants.

Les services gouvernementaux chargés de lutter pour l'assainissement de l'air viennent d'imaginer un plan théoriquement destiné à améliorer la situation, mais dont les effets les plus certains seront d'enrichir les plus gros pollueurs. Les 2 800 entreprises qui rejettent plus de 4 tonnes de déchets dans les airs vont recevoir chacune un droit de polluer annuel. Celle qui aura émis moins que sa part de poison pourra revendre ses droits à un autre pollueur qui, lui, aura décidé de dépasser son quota ! Une excellente affaire pour les pollueurs repentis comme pour les autres car, évidemment, c'est la solution la moins coûteuse qui, dans chaque cas, sera choisie par les industriels.

Et le business ne s'arrête pas là. Les spéculateurs des Bourses de Chicago et de New York ont annoncé leur intention de coter ces "droits au smog". On pourra donc acheter et vendre des "droits à polluer", même si on n'en a pas l'utilisation, simplement pour spéculer à la hausse ou à la baisse du prix de l'autorisation d'empoisonner ses semblables.

Le roi dollar, le fameux billet "vert", est bien mal nommé !

P.V.

Calvet fait ses comptes

P. S. AH LES BEAUX JOURS !

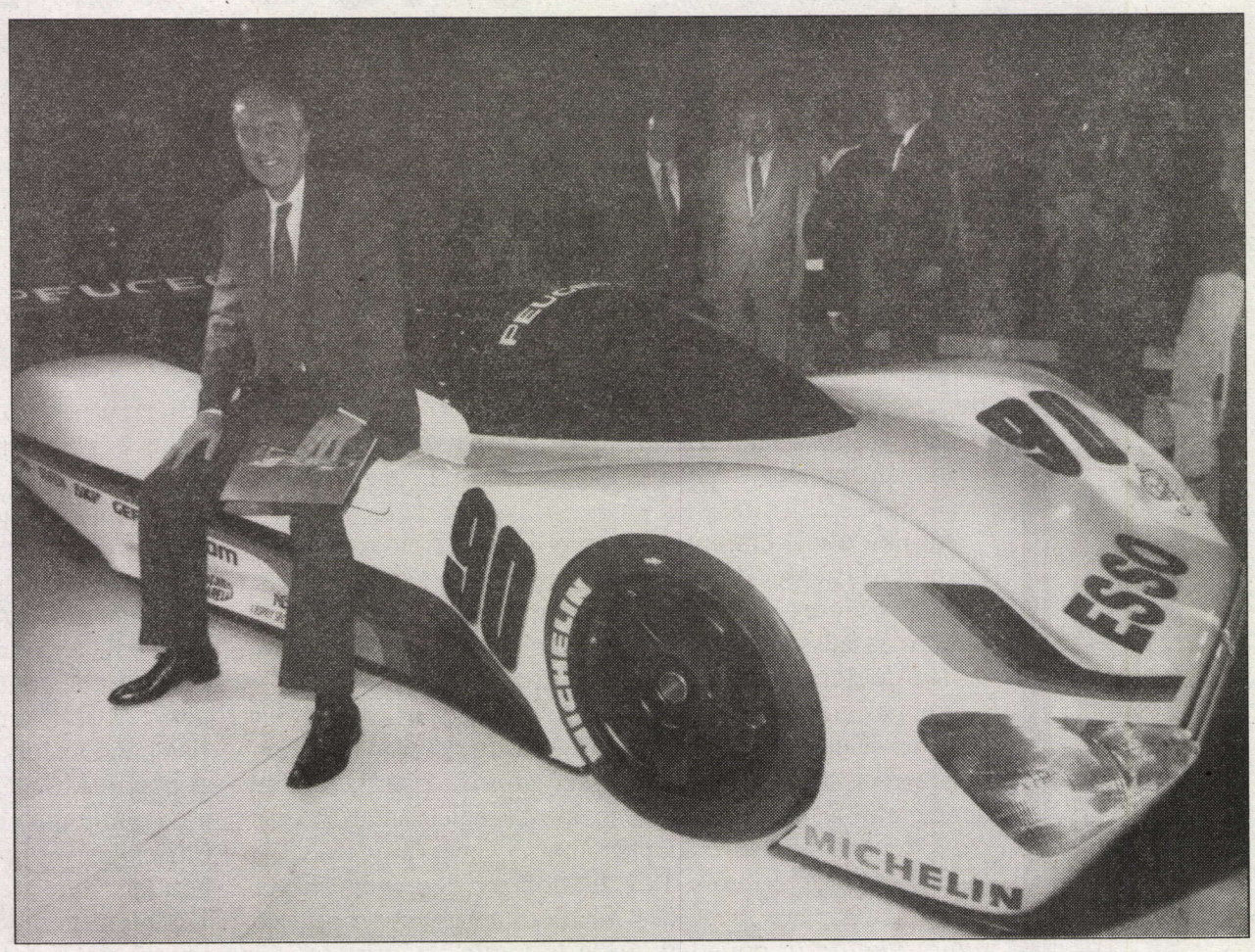
Après Renault et ses trois milliards de profits en 1991, c'est le tour de Calvet, PDG de PSA, d'annoncer la bonne fortune de Peugeot-Citroën. Calvet avait, il est vrai, préparé l'opinion à cette idée (aurait-il eu honte de ses beaux milliards ou peur de réactions boursières ?). Il y a quelques mois, il avait laissé filtrer le chiffre de 4,5 milliards. Erreur, ce sont finalement 5,5 milliards de profits nets qui sont tombés dans les coffres du groupe en 1991. Résultat d'autant plus remarquable que le chiffre d'affaires du groupe reste stagnant.

Calvet a expliqué qu'il devait ce beau tableau de chasse à l'application de *"trois maîtres mots : flexibilité, réactivité, simplicité"*. Mais dans sa recette du parfait milliardaire, Calvet en oublie quelques autres, de ces maîtres-mots, du genre qui pèsent quelques centaines de millions chacun.

D'abord, bien sûr, il y a eu les fermetures d'usines (Nanterre, Clichy, Levallois et bientôt sans doute Saint-Ouen et Asnières). Ensuite il y a eu les 3 500 intérimaires licenciés à Citroën Rennes en 1990, puis les 1 800 licenciements annoncés l'année suivante dans la même usine, sans compter les 2 000 suppressions d'emploi annoncées à Sochaux. Et puis il y a l'augmentation des cadences pour tous ceux qui restent, parce que, bien sûr, la production ne diminue pas en proportion des départs, loin s'en faut. Et il y a aussi le bagne sur chaîne inauguré, toujours en 1991, à l'usine Talbot-Poissy avec l'introduction des 4 x 10 et, à la clé, une augmentation de 25 % de la production. Sans parler bien sûr des petits à-côtés, comme les 250 millions offerts par l'Etat à PSA et à son acolyte Fiat pour la construction d'une usine à Hordain dans le Nord et les dégrèvements sur les charges sociales qui vont avec, cela va sans dire.

Alors oui, Calvet peut bien se donner des airs optimistes. Avec l'aide de dieu Mitterrand et de ses saints ministres, il y aura sans doute bien d'autres petits milliards pour les actionnaires de PSA.

F.R.



AFP

La baisse de la TVA

DES MILLIARDS POUR LES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES

Depuis septembre 1987, au nom de l'harmonisation fiscale dans la CEE, le taux de la TVA sur les automobiles a baissé quatre fois, la dernière en date étant celle décidée par Bérégovoy le 13 avril, ramenant ce taux de 22 à 18,6 %.

On aurait pu croire que ces baisses auraient pour conséquence de rendre les voitures meilleur marché pour les automobilistes et donc d'augmenter le volume des ventes. A vrai dire, personne n'a rien constaté de tel. Et pour cause, ce serait bien mal connaître les constructeurs automobiles.

En fait, lorsqu'une baisse rentre en application, les constructeurs la récupèrent au bout de quelques mois en profitant du Salon de l'Auto pour sortir de "nouveaux" modèles dont le prix est réévalué pour compenser la baisse du prix TTC. Ainsi, selon l'hebdomadaire *Le Nouvel Economiste*, si grâce à la baisse de la TVA les prix TTC n'ont augmenté que de 10,6 % depuis le 1er janvier 1987, les prix hors taxes, eux, ont pris 24,4 %.

De sorte que sur les quelque 30 milliards de francs de manque à gagner fiscal abandonnés par l'Etat avec la baisse de la TVA, une bonne partie a été récupérée par les constructeurs. Et ceci d'autant plus qu'avec l'augmentation considérable de la productivité dans l'automobile, au cours de ces dernières années, les coûts de production baissent.

Bien sûr, l'Etat pourrait intervenir pour mettre un terme à de telles pratiques. Mais il ne le fait pas, ou si peu que cela revient au même. Et pour cause, car la TVA perçue au taux réduit est évidemment proportionelle au prix hors taxes des véhicules. Plus ces prix augmentent rapidement et plus l'Etat récupère de la main droite ce qu'il a donné de la main gauche.

Dans un cas comme dans l'autre, c'est le consommateur qui paie.

PEUGEOT COLLECTIONNE LES LIONS

Pendant que Calvet se félicitait en France des résultats de son groupe, Geoffrey Whalen, président de l'Union des Fabricants et Négociants Automobile britannique et PDG de Peugeot Grande-Bretagne, a dû sentir l'heure de l'anoblissement approcher tandis qu'il recevait le trophée annuel de la reine pour l'exportation.

L'unique usine d'assemblage Peugeot, à Ryton près de Coventry, vient en effet de battre son propre record de production à l'exportation, passant de 65 à 70 % des 405 qui y sont montées.

A côté du Lion de Belfort, Calvet pourra donc désormais aligner le cacochyme lion britannique.

Mais Ryton a aussi battu deux autres records d'un autre genre, qui eux n'ont semble-t-il pas mérité l'attention souveraine de la reine. D'un côté, tandis que la production baissait de 25 % entre 1990 et 1991, la direction s'est débrouillée pour se débarrasser de près de la moitié des OS en moins d'un an. Faites le calcul : une hausse de productivité record ! Quant à l'autre record, il est bien connu dans toute la région ; Ryton à la réputation d'avoir le taux d'heures supplémentaires chez les professionnels le plus élevé de Grande-Bretagne, ce qui n'est pas rien quand on sait que l'horaire hebdomadaire moyen d'un professionnel dans le pays est de 56 heures...

Quant à savoir pourquoi Peugeot compte, dans l'avenir proche, agrandir Ryton et y produire non plus seulement la 405 mais également le remplaçant de la 309, pas besoin d'aller chercher plus loin. La région des Midlands, où se trouve Ryton, compte la plus forte densité de chômeurs hautement qualifiés du pays. Elle offre de juteuses primes à la création d'emplois, tant de la part du gouvernement que des municipalités travaillistes locales. De surcroît, on ne s'y embarrasse pas de toutes ces législations sur les licenciements...

Grève à la RATP (région parisienne)

LE 16 AVRIL, BLANC A FAIT CHOU-BLANC

Le 16 avril, la grève des agents RATP a été largement suivie, malgré la forte volonté du PDG Blanc de la contrer. Cette grève était appelée par l'ensemble des syndicats (sauf FO exécution et SAM, Syndicat Autonome Machinistes) pour l'ensemble du réseau... Le mouvement avait pour objectif de s'opposer à la *"deuxième phase d'une décentralisation mettant en cause les diverses réglementations internes et le statut du personnel"*, ainsi qu'aux *"divers contrats (...) annonçant une nouvelle structuration de l'entreprise et une atteinte sans précédent aux conditions de travail (allongement de la durée de travail)"*, selon les termes du préavis déposé par les sept syndicats grévistes.

De quoi s'agit-il ?

Au lieu d'une entreprise unique, la direction veut émietter la RATP, créer des unités autonomes, indépendantes les unes des autres. Chaque ligne de métro, chaque dépôt de bus, mais aussi des secteurs administratifs ou de maintenance deviendraient ainsi des sortes de PME (petites et moyennes entreprises), avec des relations de clients à fournisseurs. Chaque directeur aurait à terme le pouvoir d'embaucher, de licencier, de s'adresser au privé pour la maintenance, etc. Dans le domaine social, la réglementation existante devrait alors être adaptée aux objectifs assignés. Pour les agents, des critères d'évaluation par les chefs directs sont mis en place, avec des notations en fonction de l'absentéisme, de la ponctualité, de la tenue et aussi, et sans doute surtout, en fonction de la faculté à s'intégrer dans le nouveau moule RATP. C'est l'instauration du "choix", pour tout passage au niveau supérieur.

La direction voudrait également sous-traiter tout le travail peu qualifié, comme le nettoyage et une bonne partie de la maintenance, les chefs d'établissement ayant tout pouvoir pour s'adresser soit à un atelier de la Régie, soit à une entreprise extérieure. Il est vrai que, depuis longtemps déjà, des entreprises extérieures travaillent pour la RATP. Mais il s'agirait là d'augmenter encore le nombre d'agents hors statut et de mettre systématiquement, quand c'est possible, les agents RATP en concurrence avec des travailleurs du privé.

Les dirigeants de la RATP se piquent d'être "modernes" (Blanc à la réputation d'être un rocardien de longue date). Selon eux, les méthodes de travail sont "archaïques", il faut "sortir du taylorisme", etc. Mais derrière ce verbiage chacun comprend qu'il s'agit simplement d'augmenter la productivité et même la durée du travail, comme cela est envisagé aux autobus.

Blanc et la direction ont mis le paquet contre la grève du 16 avril, en menant une intense campagne auprès de la presse et des radios et télés, en essayant de dresser les usagers contre les agents, en avançant des chiffres fantaisistes (les conducteurs gagneraient, selon lui, 14 000 F par mois et travailleraient 30 heures), en remettant sur le tapis le service minimum en cas de grève et même en essayant de mobiliser les cadres pour qu'ils signent et fassent signer des pétitions anti-grève, sans beaucoup de succès d'ailleurs.

Malgré tout cela, dans l'ensemble, la grève a bien marché, car l'inquiétude des agents de la RATP est réelle.

Blanc n'en a pas pour autant renoncé à ses projets et les travailleurs de la RATP devront certainement se mobiliser à nouveau.

Correspondant LO

• sur les bus

Dans les bus, en plus du ras-le-bol général, c'est l'inquiétude quant à l'allongement de la durée du travail, suggéré dans le contrat 92-94 du Département Bus.

La grève a été très suivie, en moyenne à 75 %, et même jusqu'à 100 % dans certains dépôt comme aux Lilas, où la maîtrise était complètement en grève ainsi que la quasi-totalité des ouvriers. Au dépôt de Montrouge, ouvriers et machinistes ont bloqué jusqu'à 16 h la sortie des bus. Un huissier venu constater les faits s'est vu subtiliser par les grévistes une liste de noms remise par la direction, alors qu'il la brandissait devant le piquet de grève. Il y a eu un bon moment de rigolade devant l'huissier qui réclamait sa liste. Au dépôt de Fontenay-aux-Roses, un vote organisé par la CGT à bulletins secrets a montré qu'une bonne partie des machinistes étaient même prêts à continuer le mouvement. Mais la poursuite n'a pas eu lieu, en l'absence de réactions identiques d'autres dépôts.

• dans les secteurs ouvriers

La grève a été bien suivie dans les secteurs de la maintenance des dépôts, avec plus de 80 % de grévistes dans plusieurs dépôts. Il faut dire que la plupart des syndicats appelaient à la grève et tous avaient comme mot d'ordre : contre la décentralisation, la déréglementation.

La maintenance des bus est particulièrement concernée. En effet la direction va donner à sous-traiter le nettoyage des autobus en supprimant 330 ouvriers en 1992 et 450 d'ici 1994, sur 900 en tout de cette catégorie.

Un autre secteur de la maintenance (Infrastructure et Aménagement) est aussi visé : la réorganisation voulue par la direction entraînerait une réduction d'effectifs de 200 sur 1600.

AFP

Stevens/Gamma

Lors de grèves précédentes

La Poste

Au garage Keller, Paris XV^e^, qui regroupe environ deux cents chauffeurs de "camions jaunes" transportant le courrier d'un bureau de poste ou d'un centre de tri à l'autre, une vive réaction a accueilli les nouvelles consignes de travail que la direction a glissées dans les carnets de ligne. Il y était redit, décret à l'appui, que les chauffeurs devaient participer au chargement et au déchargement des sacs.

Une telle consigne n'est pas nouvelle, mais elle n'a jamais été appliquée jusqu'ici. Ce n'est pas un hasard si elle a été réactualisée au moment où des suppressions d'emplois ont commencé sur les quais de chargement et de déchargement des camions dans les bureaux de poste et les centres de tri.

En plus, la direction du garage nous dit que les directeurs locaux pourraient

GARANTIE DE L'EMPLOI ? À VOIR...

FUSION DÉGEL

Pendant les deux ans que dureront les travaux de rénovation du bureau de poste principal d'Issy-les-Moulineaux, le personnel et les activités du bureau ont été transférés dans le centre de tri d'Issy-les-Moulineaux.

Le déménagement a posé pas mal de problèmes matériels, aussi bien pour le per-

• garage Keller (Paris XVe)

LES CHAUFFEURS PAS D'ACCORD

faire jouer la concurrence avec les transporteurs privés qui, eux, participeraient au chargement et au déchargement des camions.

Devant le mécontentement qui s'exprime, la direction du garage Keller affirme que cela ne changera rien dans la pratique, en clair, que le règlement restera sur le papier.

Peut-être. Mais en attendant, une quarantaine de chauffeurs se sont réunis en assemblée générale au garage le 9 avril, c'est-à-dire la quasi-totalité de ceux qui étaient présents à cette heure-là. Un tel mécontentement ne s'était pas exprimé depuis plusieurs mois. Là, ils ont décidé de signer et de faire signer un texte s'engageant à faire grève au cas où l'un des leurs serait sanctionné pour avoir refusé d'appliquer la nouvelle consigne.

La pétition a circulé et est largement signée.

Les chauffeurs ne se sentent pas isolés dans cette bataille : ils ont ressenti un soutien dans les centres de tri où ils sont amenés à passer pour leur travail. En effet il est clair pour tout le monde que ce à quoi vise l'administration, c'est à supprimer des postes dans les bureaux et les centres de tri.

S'adresser à nos collègues des centres et des bureaux est une façon de nous préparer à des luttes communes qui seront nécessaires contre les suppressions d'emplois.

• Paris XVIIe

Des travailleurs du bureau de poste central de Paris XVIIe arrondissement sont menacés de perdre leur emploi. Déclarés inaptes à un précédent poste de travail pour raison médicale, la Poste leur avait donné un nouveau travail. Mais, pour des raisons de suppression d'effectifs dans ce service, ils ont été à nouveau déplacés, mais cette fois-ci l'administration a eu le culot de les mettre "à l'essai" pour trois mois, en laissant planer sur eux la menace de ce qu'elle appelle pudiquement "retraite administrative".

Comme si une administration qui emploie 300 000 personnes n'avait pas la possibilité de fournir à chacun un poste qui lui convienne !

Une partie d'entre eux ont reçu une lettre leur signifiant que, leur premier stage n'ayant pas donné satisfaction, on les prenait, "à titre exceptionnel", pour une seconde mise à l'essai de trois mois.

Dans le privé, on appelle cela annoncer des licenciements. A la Poste, le mot est différent. Mais la menace est la même.

• Centre de Tri postal (Issy-les-Moulineaux)

PEUT-ÊTRE... MAIS PAS DE D'EFFECTIFS

sonnel du bureau de poste que pour celui du centre de tri.

Dans cette situation transitoire, le centre de tri devait reprendre une partie du travail du bureau de poste. L'administration elle-même reconnaissait que cela correspondait à trois emplois, emplois qui ont été supprimés de l'autre côté.

On est sûrement loin du compte, mais en plus le directeur, plutôt que la création de trois emplois titulaires, a préféré une enveloppe financière lui permettant de faire appel à des heures supplémentaires ou d'embaucher des auxiliaires en CDD de 18h à 22h. Il n'hésite pas à interpréter la toute nouvelle convention collective à sa manière, en projetant de faire faire par des auxiliaires le travail qui était effectué par des titulaires.

Au moment où le gouvernement déclare démagogiquement que sa priorité est à la lutte pour l'emploi, on voit l'administration créer des petits boulots à la place de véritables emplois.

Jeanneau (Les Herbiers-Vendée)

UN VENT DE COLÈRE

Chez Jeanneau, leader européen du bateau de plaisance, un vent de mécontentement a fait gonfler les voiles de notre galère.

Le blocage des salaires depuis octobre 1990 en est la principale cause. Mais la perspective d'heures supplémentaires, alors que le patron vient de jeter 500 personnes par-dessus le bastingage l'année dernière, a certainement contribué à ce que certains se jettent à l'eau.

Depuis quelques années en effet nos horaires subissent les variations saisonnières. Nous travaillons 44 heures en période haute et 35 heures le reste du temps. Après plusieurs mois de ce régime à 44 heures, avec des cadences accélérées, beaucoup attendent avec une impatience certaine le temps des semaines à 35 heures et des vendredis libres. Lorsque la direction, en prétextant la hausse des commandes (elle devrait dire plutôt qu'elle ne veut pas embaucher), a annoncé la suppression de certains vendredis libres, on a décidé de mettre les amarres.

Et puis, le vendredi 27 mars, les propositions du patron lors de "négociations" salariales ne faisaient pas vraiment sérieuses : aucun rattrapage du coût de la vie pour 1991, 0,9 % en septembre 1992, 0,7 % et 0,9 % respectivement pour février et septembre de 1993. Quasiment deux années sans augmentation des salaires !

La grève a démarré spontanément mardi 30 mars aux ateliers de Mortagne (environ 100 personnes) situés à une quinzaine de kilomètres avant de gagner le lendemain l'usine principale des Herbiers. Après un tour des ateliers, la grève s'est élargie à 70 % des personnels de production, soit 300 grévistes.

La bonne humeur dans les défilés des grévistes et les commentaires plutôt combatifs montraient une envie de se battre évidente. On n'avait pas connu tel mouvement depuis bien des années et on affirmait vouloir continuer et tenir la semaine pour faire céder le patron.

Les discussions avec les non-grévistes, qui se poursuivaient à l'occasion des nombreux défilés dans les ateliers, montraient la détermination des grévistes mais ne parvenaient pas cependant à augmenter leur nombre. En fin de matinée, ce sont les intérimaires de la "stratification" qui ont débrayé à leur tour pour leurs conditions de travail. Ils ont rejoint les autres devant le bureau du patron, en créant la surprise et en suscitant une vive sympathie... Personne ne s'y attendait, d'autant moins que les syndicats leur avaient fortement déconseillé dès le début de rejoindre la grève.

La direction fit alors la vague promesse d'avancer à juin une partie seulement de l'augmentation de 0,9 % prévue pour octobre. Les grévistes, outrés, qui écoutaient par la porte ouverte, ne se sont pas privés de répondre au directeur qu'il pouvait se garder sa misérable augmentation.

Dans l'après-midi on a de nouveau bloqué la route des Sables-d'Olonne qui passe juste devant l'usine. Les syndicats ont accepté la proposition du directeur de s'adresser aux grévistes dans la salle du restaurant de l'entreprise. Et le pauvre semblait si fluet et si timide qu'il n'a pas refusé l'assistance du délégué qui lui montrait comment parler dans le micro. Avec un tel soutien, il a quand même tenu trois quarts d'heure pour faire sa propagande anti-grève devant des grévistes dont les plus convaincus lui donnaient la réplique de la salle.

Mais cette réunion a réussi a créer un malaise, et l'absence d'un appel à continuer pour le lendemain, ou d'une consultation des grévistes, a sonné le glas du mouvement. Le jeudi matin les grévistes n'étaient plus qu'une cinquantaine devant le local du CE.

Mais, à défaut d'augmentation, la reprise nous a au moins apporté la satisfaction de retrouver une maîtrise plutôt assagie... et les grévistes étaient loin d'être démoralisés.

Labinal Villemur - Région toulousaine

LA DIRECTION TOMBE SUR UN OS !

Dans le cadre de ses économies de personnel (cf *LO* n° 1235), la direction de Labinal avait l'intention de réduire les effectifs du magasin de Bressols, à quelques kilomètres de l'usine de Villemur, dans la région toulousaine. C'est par ce magasin que transitent les productions des différentes usines du groupe Labinal (Villemur, Labastide, Cahors et aussi Maroc ou Portugal). Elle voulait dont muter autoritairement cinq magasiniers (sur 14) vers l'usine de Cahors. Devant leur refus, elle a finalement transigé en n'envisageant en fin de compte que deux mutations, tout aussi arbitraires d'ailleurs. Conscients que cette mesure n'était que le prélude à d'autres, les magasiniers ont décidé de ne pas se laisser faire. Ils ont tous signé une pétition demandant au patron d'annuler les mutations, faute de quoi ils se mettraient en grève.

Le chef du personnel n'en a pas tenu compte et à même répondu : *"Qu'ils se mettent en grève !"*. Et, joignant le geste à la parole, il a convoqué les deux magasiniers récalcitrants à l'entretien préalable au licenciement pour refus de mutation.

Jeudi 9 avril au matin, après le premier entretien, au moment où arrivait au magasin une commande urgente, les 14 magasiniers réunis, ont voté leurs revendications (pas de mutations arbitraires ni de licenciements, maintien du magasin de Bressols et paiement des heures de grève) et... la grève sur-le-champ. Dans un premier temps, le patron envoya des travailleurs de Villemur et de Labastide à leur place puis cette opération anti-grève ayant tourné court devant la détermination des magasiniers, le chef du personnel vint en personne, et à deux reprises, les supplier de reprendre le travail, leur dire que la vie de l'entreprise en dépendait, qu'il était prêt à suspendre les procédures de licenciement (pas les mutations !) s'ils reprenaient le travail... Mais ce fut tout aussi inefficace !

Après la nuit passée dans le magasin pour éviter de nouvelles manœuvres du patron, des grévistes avec des délégués CGT allèrent diffuser un tract d'information aux portes de l'usine de Villemur. L'accueil fut bon car beaucoup de travailleurs de Villemur savent que le plan social en préparation pour eux sera du même tonneau que les mesures dont sont victimes ceux du magasin.

A 8 h, au moment de leur assemblée générale, le chef du personnel se présenta pour la troisième fois, en disant aux grévistes qu'il annulait les procédures de licenciement en cours, qu'il s'engageait à ce qu'il n'y ait aucun licenciement, qu'il transformait les mutations, non plus vers Cahors mais vers Labastide (3 km de Bressols)... et qu'il payait les heures de grève.

Ces dernières propositions firent hésiter quelques travailleurs. Le délégué de la CFDT (par ailleurs petit chef du magasin de Villemur) poussa avec véhémence à la reprise et, comme les délégués de la CGT présents allaient dans le même sens, après un moment de flottement c'est finalement cela que les grévistes décidèrent.

Les grévistes ont estimé avoir gagné dans l'affaire, même si certains pensent qu'ils n'ont pas obtenu entière satisfaction : il n'y a aucune garantie sur l'emploi au magasin de Bressols, et il y a quand même des mutations vers Labastide. Cela dit, tous ont le sentiment de s'être fait respecter. Quant à ceux de Villemur qui sont inquiets pour leur avenir, ils ont pu vérifier qu'on n'avait rien à perdre à ne pas se laisser faire.

Correspondant LO

Thomson Tubes Electroniques (Vélizy - 78)

LE TRAVAIL DU WEEK-END... POUR RENTABILISER LES MACHINES !

L'usine Thomson de Vélizy fabrique des tubes électroniques pour les radars ou les télécommunications et a l'armée pour principal client. C'est dire que cela n'a rien d'un service public et qu'il n'y a aucune urgence, si ce n'est financière, pour sortir ces tubes.

Pourtant, la direction va y instaurer le travail le samedi-dimanche. Pour l'instant, cela se limitera à un atelier qui fonctionne déjà la nuit. Comme Thomson a un nouveau marché pour ces tubes, plutôt que d'investir dans l'installation d'un autre poste, elle préfère utiliser les installations existantes à plein. Elle propose donc 24 heures de travail le week-end payées 42.

A première vue, l'offre peut paraître alléchante. Mais quand on fait des calculs plus précis, les avantages, mêmes financiers, ne sont pas mirobolants. D'abord, une semaine sur deux, le travail se fait de nuit où, bien sûr, les heures sont majorées. Ensuite, le service de cars gratuit qui existe en semaine ne fonctionne pas en week-end ; pas de cantine non plus, même si les travailleurs recevront une prime de panier ; et puis la perspective de douze heures de travail d'affilée, les jours où la famille et les amis sont en congé, n'est pas très enthousiasmante.

La direction semblait en être consciente car, bien qu'elle n'ait eu besoin que de six techniciens, elle avait fait passer une petite annonce dans *Carrières et Emplois*, avant même que l'accord soit signé avec les syndicats. Car il s'est trouvé des syndicats pour signer, la CGC mais aussi la CFDT, qui se justifie en disant qu'il vaut mieux un accord avec les syndicats plutôt que de laisser la direction effectuer la procédure en passant par l'Inspection du travail.

En fait, ce n'est que pour des motifs financiers que Thomson instaure le travail le week-end. Elle réaliserait une économie de l'ordre de 40 milliards de francs en n'installant pas un autre poste de travail dans l'atelier : elle peut bien concéder alors quelques petits avantages financiers à quelques travailleurs. Et dans l'esprit de beaucoup, même si cet accord limite le travail du week-end à un atelier et jusqu'à la fin de l'année 1993, il est quand même un premier pas vers la flexibilité du travail tant vantée par le patronat.

Correspondant LO

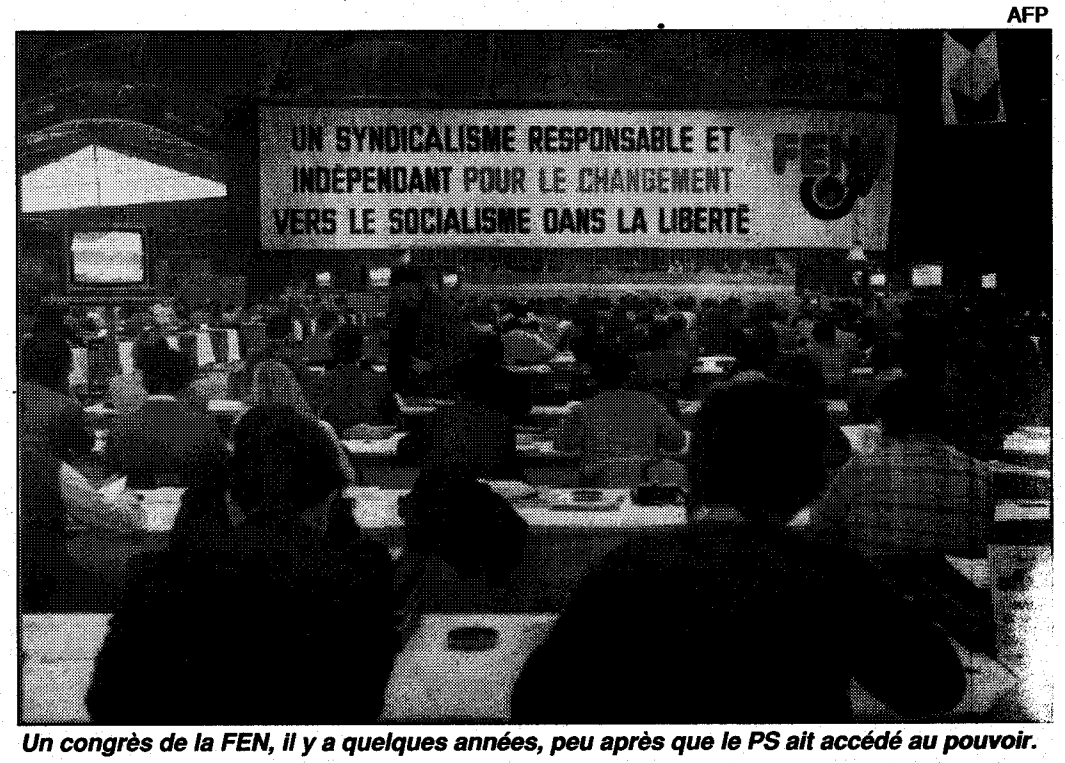
il ne manquerait plus que ça !

Depuis des années le patronat réclame une baisse de ses cotisations à la caisse des accidents du travail, estimant que les employeurs payent de trop. Suite à un arrêt du Conseil d'Etat qui considère que pour 1988 les excédents dépassaient la marge nécessaire à la gestion, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, organe patronal, réclame 1,6 milliard à la Sécurité sociale. Alors que les chiffres des trois dernières années font état d'une hausse constante des accidents du travail !

Ce sont les travailleurs qui font les frais de l'insécurité au travail, et ce sont les patrons qui pleurent misère...

LA CRISE DE LA FEN

AFP



Un congrès de la FEN, il y a quelques années, peu après que le PS ait accédé au pouvoir.

Le 8 avril, la Fédération de l'Education Nationale (FEN) a réuni à huis clos un Conseil fédéral exceptionnel devant statuer sur le sort de l'un de ses principaux syndicats d'enseignants affiliés, le SNES (Syndicat National des Enseignants du Second degré). Un texte soumis au vote, et finalement adopté par 87 voix contre 66, propose de s'en remettre à la Commission des conflits qui *"devra donner son avis sur la nature et l'étendue des violations du pacte fédéral imputables aux directions du SNES et du SNEP"* (Education Physique), sans doute pas toujours disciplinées aux yeux des bureaucrates majoritaires. Mais ladite commission étant majoritairement composée de "sages" appartenant à la tendance actuellement majoritaire UID (Unité, Indépendance et Démocratie) qui regroupe cadres et syndiqués socialistes ou proches des socialistes et qui met justement le SNES en accusation avec le plus de virulence, on imagine sans peine dans quel sens elle va trancher !

Le tort du SNES n'est pas d'être un peu - si peu - moins bureaucratique dans son fonctionnement que d'autres syndicats. Ce n'est même pas d'être très corporatiste. C'est surtout d'être un syndicat où la tendance UA (Unité et Action), à l'origine très proche du Parti Communiste, est majoritaire et qui, de ce fait, s'est heurté à des décisions fédérales.

UN SYNDICAT DE TENDANCES

La division en courants de pensée servant de base aux votes des syndiqués pour les différentes instances de la Fédération (la représentation de ces courants s'y faisant au prorata des voix obtenues) est, depuis la création de la FEN en 1948, même si cela est très formel, une originalité par rapport aux autres centrales syndicales. Et depuis sa création aussi, au moment de la scission de la CGT et de la création de FO, les enseignants avaient choisi, au moins provisoirement, l'autonomie. La majorité, d'obédience socialiste, surtout au travers du puissant Syndicat National des Instituteurs (SNI), a pesé d'un poids énorme sur la politique syndicale enseignante (80 % des adhérents de la FEN dans les années cinquante). Aujourd'hui, cette influence de la majorité socialiste s'est effritée, au bénéfice des tendances minoritaires : 54,2 % pour UID (60,6 % en 1988), contre 32,9 % à UA, 4,4 % à l'Ecole Emancipée, animée par des anarcho-syndicalistes et des trotskystes, et 6,7 % au courant "Autrement" créé en 1991.

Certes, les temps ont changé. L'origine sociale des "instits" aussi, ainsi que leur mode de recrutement. Mais le SNES a semblé mieux résister que le SNI à la baisse de syndicalisation. Le courant UID, socialiste, a pâti davantage que UA du suivisme absolu de la FEN à l'égard de la politique gouvernementale depuis "l'état de grâce" de 1981-82 (que ce soit dans la bataille contre l'école privée en 1983-84 ou au travers de sa politique sur les salaires et les conditions de travail).

Actuellement, le rapport des forces entre UID et les autres tendances minoritaires est quasiment celui des années 1970, où l'on avait frôlé le renversement de majorité (53 % des voix seulement).

L'ART ET LA MANIERE DE GARDER LA MAJORITÉ

Aussi les derniers congrès ont ramené sur le devant de la scène les bruits de recomposition syndicale et de modification du fonctionnement de la fédération. UID propose, en gros, de renforcer un syndicalisme se recomposant autour de "branches de métier". UA et les autres veulent redonner aux sections de base plus d'importance, notamment pour l'élaboration des revendications. Et tous s'entraccusent de vouloir briser la fameuse unité syndicale... sans qu'aucun finalement n'ose encore prendre la responsabilité du divorce.

Or voilà que récemment une note confidentielle d'un chef de file UID du SNES (donc minoritaire dans ce syndicat), Estienne, adressée à Barbarant, secrétaire du SNI, également UID mais majoritaire dans ce syndicat, est tombée malencontreusement - gaffe monumentale ou moyen délibéré de forcer les choses - dans les mains de représentants du SNES, eux bien Unité et Action (on peut être "bureaucrates-ennemis" et fréquenter les mêmes bons restaurants du quartier Saint-Germain !).

Ce qui a fait tant réagir le SNES, s'empressant d'avertir largement les médias, c'est qu'Estienne, le faux-frère, posait ouvertement la question : *"Comment mettre SNES, SNEP et SNETAA"* (syndicat qui regroupe environ 17 000 professeurs du technique) - tous trois opposants - *"hors de la FEN ? Comment justifier cette décision statutairement et auprès des adhérents et du personnel ?"* Il dévoilait aussi son intention d'engager des démarches en direction de syndicats enseignants hors FEN pour qu'ils rejoignent éventuellement un futur syndicat remplaçant le SNI et marchant largement sur les plates-bandes d'un SNES sur la défensive, puisqu'il devrait tenter de regrouper tous les enseignants du corps unique de professeurs des écoles, récemment mis en place par Jospin.

CE QUI SE JOUE MAINTENANT

La procédure disciplinaire engagée contre le SNES tout de suite après cette rocambolesque histoire de "fuites" montre que les dirigeants UID sont décidés à accélérer les choses, sans attendre le congrès extraordinaire de décembre 1992 qui devrait trancher sur ces divers problèmes. Une remise au pas plus générale est dans l'air, qui risque à terme de bouleverser le paysage, non seulement de la FEN elle-même mais au-delà.

Bien sûr, le scénario programmé par IUD n'est pas inéluctable. Même si le discrédit dans lequel le syndicalisme est tombé ces dernières années se trouve renforcé par ce genre de procédés, même si cela peut accentuer la démoralisation des syndiqués, il y a quand même des réactions. Des sections départementales, des syndicats se dressent contre cette scission annoncée. Et face à cet arbitraire bureaucratique, ils ont raison !

Anne GARBE

Marseille

nos lecteurs nous écrivent

COMMENT LES CRS INVESTISSENT UN FOYER SONACOTRA

"Un de mes camarades de travail m'a raconté ce qui s'est passé mardi 14 avril au foyer Sonacotra de la rue Félix-Zoccola.

A 6 heures du matin la rue a été complètement bloquée par les CRS, la circulation a même été détournée. La police a encerclé le foyer pour empêcher toute personne de sortir et elle l'a investi.

Les résidents ont été réveillés brusquement par des coups de pied dans les portes. Les chambres où l'on ne répondait pas ont été ouvertes avec des passes fournis par des gestionnaires du foyer. Les CRS ont fouillé les valises des résidents, ils les ont parfois forcées si les résidents n'intervenaient pas à temps. Ils ont aussi fouillé les armoires.

Des policiers se sont même permis de demander un café "noir" à un homme qui leur a rétorqué que s'ils désiraient boire un café il y avait un bar de l'autre côté de la rue.

Tout ce déploiement de forces n'avait pas pour but de trouver des bandits de grand chemin ou de gros trafiquants de drogue. Non, le butin c'était tout simplement des travailleurs qui se lèvent tôt le matin pour aller gagner leur vie. Les CRS en ont emmené une vingtaine au commissariat, sous prétexte qu'ils n'étaient pas en règle. Pour certains, la journée de travail a été perdue.

Le commissaire a expliqué qu'il agissait sur "ordre du ministère". Voilà un ministère bien peu soucieux du respect du droit des individus et dont les pratiques rappellent de sinistres périodes. Et dire qu'il se prétend socialiste et une garantie contre la droite ! Mais c'est peut-être là sa façon de lutter contre le chômage ?"

Un lecteur marseillais

Renault (Lardy-Essonnes)

ENTREPRISE DE NETTOYAGE EN GRÈVE

23 des 28 employés de l'entreprise de nettoyage Abilis-Asnets, affectée au centre de Renault-Lardy, sont en grève depuis le vendredi 10 avril. Abilis-Asnets a ravi le contrat d'entretien du centre à TFN, une autre entreprise de nettoyage. Sans doute parce que Renault a jugé celle-là plus compétitive.

La clé du succès Abilis-Asnets tient en deux mots : vol et surexploitation. Dès le départ, Abilis-Asnets reprenait le même chantier mais avec plusieurs employés de moins par rapport à l'ancienne organisation du travail, ainsi qu'un volant d'heures supplémentaires inférieur. Résultat automatique : Abilis-Asnets tente aujourd'hui d'imposer une surcharge de travail à chacun.

D'autre part, les erreurs sur la paie sont fréquentes. Ainsi pour l'un d'entre nous, plus de 1000 F d'"erreur" dans le calcul d'un réajustement, lui-même rendu nécessaire suite à des "oublis" d'heures supplémentaires... Pour d'autres, toute une série d'erreurs sur la paie, allant bien sûr toujours dans le même sens, à l'avantage du patron.

C'est cela qui a fait déborder le vase, et la grève a été décidée à l'unanimité des présents. L'impudence d'Abilis-Asnets apparut aussi à la distribution des fiches de paie, le soir même, avec de nouvelles erreurs. Et cela sur des paies qui pour la plupart sont au taux horaire de 33,80 F ou 34,50 F !

Tous les jours, les grévistes sont présents dans le centre, organisés en assemblée générale et comité de grève. Ils réclament la levée des menaces de sanctions à l'encontre d'un employé, l'embauche, 35 F de l'heure, le paiement des jours de grève, la prime de transport et de panier pour tous, une pause d'un quart d'heure.

La direction Renault du centre fait mine, de son côté, de ne pas vouloir s'immiscer dans un conflit entre Abilis-Asnets et ses employés. Mais c'est Renault qui est responsable de ce qui se fait sur le centre. C'est Renault qui choisit de sous-traiter à ces négriers des temps modernes, que sont ces entreprises de nettoyage, qui se font une guerre des prix entre elles, au prix de la surexploitation de leur personnel. C'est Renault, encore, qui accepte que des briseurs de grève puissent pénétrer la nuit sur le centre.

Face à Abilis-Asnets (qui n'est pas une petite entreprise : 15 200 salariés à l'échelle du pays) et Renault, qui s'entendent comme larrons en foire, il faut que se manifeste l'entente des travailleurs de Renault et d'Abilis-Asnets.

(Correspondant LO)

AFP

ASSEZ DE MILITAIRES ET TROP DE CHÔMEURS

Le ministre de la Défense, Pierre Joxe, a lancé une bombe en annonçant des mesures de restructuration de l'armée qui, dans les années qui viennent, devraient se traduire par une réduction notable des effectifs. En 1992, 75 garnisons doivent être atteintes par cette décision ; elles diminueront de 15 000 hommes, dont 11 000 appelés. En 1993, 93 localités seront touchées, et les effectifs devraient diminuer cette fois de 24 000 hommes. D'ici 1997, l'armée de Terre devrait perdre à elle seule - mais c'est le plus gros morceau dans cette opération - 65 000 hommes.

Des villes de garnison concernées, des protestations s'élèvent. Les commerçants y voient la perte d'une clientèle importante, aggravée par la diminution des emplois civils liés à la présence des militaires. Eh oui, la diminution des effectifs de l'armée va se traduire par une dégradation des situations locales. De la même façon que lorsqu'en Lorraine, on a supprimé des pans entiers de la sidérurgie, ou que dans le Nord, on a fermé les mines de charbon. La plupart des villes ouvrières de France ont déjà subi ce phénomène qui se traduit aujourd'hui, à l'échelle du pays, par plus de 3 millions de chômeurs. Les mesures du ministère de la Défense ne vont pas, sur ce plan, améliorer les choses.

Mais après tout n'était-ce pas aussi masquer la réalité de la situation économique que de garder des jeunes "à faire le zouave" sous les drapeaux ? N'était-ce pas une façon de camoufler le chômage des jeunes que de les garder, non pas dans des "parkings à chômeurs" mais dans des casernes, embrigadés sous les ordres de la hiérarchie militaire ?

On pourrait se dire qu'à quelque chose malheur est bon ; si l'argent gaspillé à entretenir une armée qui n'a servi qu'à réaliser les opérations colonialistes de l'impérialisme français, était dorénavant utilisé à l'échelle du pays, à des œuvres socialement utiles. Il est à craindre que cela ne soit pas le cas.

Car en fait ces mesures ne sont pas tant destinées à réduire l'effort budgétaire de l'Etat en faveur de l'armée et de l'armement, et en faveur surtout des fabricants d'armes et de leurs sous-traitants. Elles ne traduisent en fait que l'effort d'adaptation du gouvernement à l'évolution stratégique, et à l'évolution de la technologie militaire.

Gageons que pour une armée moins nombreuse les contribuables ne paieront pas moins !

Jean-Pierre VIAL

AFP

Un paroissien, zélé PDG d'une petite entreprise dans sa vie laïque, a eu l'idée de financer un spot publicitaire télévisé pour inciter les téléspectateurs mécréants à se faire baptiser.

Après tout l'idée n'est pas si mauvaise - non pas celle de se faire baptiser, mais de faire payer la propagande religieuse au tarif publicitaire. Cela vaut mieux que d'entendre les litanies et de voir les reportages sur les cérémonies religieuses que diffusent gracieusement - si l'on peut dire - chaînes privées et publiques à des téléspectateurs qui, tous, n'en demandaient pas tant, mais qui pourtant tous, sans distinction, versent une obole forcée pour cette propagande religieuse gratuite.

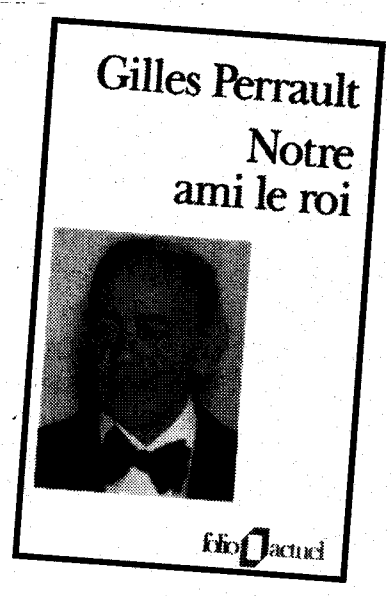
Une suggestion cependant : que les annonceurs soient contraints de signaler que la consommation de cet opium intellectuel est gravement préjudiciable à la santé morale.

Signé : A. T. (et fier de l'être)

Une réédition en collection de poche

Notre ami le roi

de Gilles Perrault



Le livre de Gilles Perrault a connu un réel succès en France et au Maroc où, bien qu'interdit, il a circulé très largement sous le manteau. Il fait donc l'objet aujourd'hui d'une nouvelle édition revue et augmentée.

Une postface de janvier 1992 fait le point sur les événements survenus depuis la première parution du livre et rappelle notamment la destruction du bagne de Tazmamart dont Gilles Perrault avait dénoncé l'existence, bagne devenu fameux depuis qu'Hassan II avait annoncé à *TF1* qu'il n'existait pas. Elle rappelle aussi la libération d'un certain nombre de prisonniers politiques, aboutissement d'une campagne d'opinion menée ici par Christine Daure, qui a également collaboré à ce livre.

Ce livre fournit un témoignage complet et précis sur le Maroc d'Hassan II et la dictature qu'exerce le despote contre tout un peuple, contre les plus pauvres, les paysans chassés de leurs terres, les ouvriers, les jeunes chômeurs des rues, mais aussi tous ceux (et ils sont nombreux) qui ont eu à s'opposer au régime, militants d'extrême-gauche, Sahraouis, intégristes et même cadres de l'armée.

Un pénitencier a été détruit, des prisonniers ont été libérés, mais le système que dénonce le livre de Gilles Perrault demeure en place.

C. B.

Notre ami le roi *de Gilles Perrault, Folio Actuel.*

A qui appartient le Maroc ?

de Moumen Diouri

Moumen Diouri, opposant de longue date au régime d'Hassan II, républicain, a été emprisonné, torturé et même condamné à mort en 1964, avant d'être exilé en France. La parution de ce livre lui a valu d'être expulsé de France au Gabon le 20 juin 1991, pour être finalement autorisé à revenir à Paris le 16 juillet de la même année. Et le livre, à qui le roi et ses "amis" français ont finalement donné plus de publicité qu'ils ne l'auraient sans doute souhaité, a donc fini par être publié.

Que dénonce donc Moumen Diouri, que le roi souhaitait tellement ne pas voir publier ? Les sources de la fortune royale, comment Hassan II est parvenu à posséder un magot qui fait de lui l'une des dix plus riches personnes au monde ? Ainsi, tout simplement au nom du principe bien établi dans toute monarchie absolue "l'Etat c'est le roi", les terres et les entreprises héritées des colons français et "marocanisées" sont devenues, d'une façon ou d'une autre, propriété du roi et de sa famille, qui est nombreuse et a aussi les dents longues.

On voit aussi comment, après la période des nationalisations et du "socialisme marocain et monarchique", les privatisations des années 1980 furent à nouveau tout bénéfice pour la famille royale. On y apprend comment sur chaque rentrée le roi prélève sa part, qu'il s'agisse des phosphates (50% des bénéfices reviennent au roi) ou des oranges exportées : une sur trois tombe dans la poche royale. Le roi, dans la droite ligne du colonisateur français et avec l'appui de l'impérialisme, continue donc à sucer le sang de la population.

Les sources de Moumen Diouri sont les milieux d'affaires français et marocains, ainsi que la presse des deux pays et des professeurs d'économie exerçant au Maroc. Aussi, même si ce qu'écrit Moumen Diouri n'a sans doute pas plu à Hassan II, on ne peut pour autant parler à ce sujet de "révélations", mais plutôt d'un patient travail de mise bout à bout d'informations qui ont pu paraître sur la situation économique au Maroc. Cela donne un ensemble d'informations brutes, mais difficiles à utiliser car incomplètes et surtout d'une lecture un peu indigeste.

Cette partie du livre n'est pas contestable et présente un certain intérêt ; il n'en va pas de même avec certains propos qui, sous prétexte de dénoncer le sionisme et le soutien d'Israël au roi, frisent à plusieurs reprises l'antisémitisme. Comme si les Juifs marocains étaient responsables dans leur ensemble du fait que le roi a pris quelques conseillers ou a eu recours à quelques financiers dans cette communauté, probablement plus pour plaire à l'impérialisme américain et à ses amis les dirigeants israéliens que pour toute autre raison.

La préface du livre est rédigée par un certain Ahmed Rami, qui est présenté par Diouri comme un dirigeant islamiste marocain en exil. Mais la presse a relevé que Ahmed Rami était aussi un révisionniste, partisan des thèses de Faurisson qui nient l'existence des camps de concentration et de la solution finale contre les Juifs. M. Diouri s'en est excusé, affirmant n'en rien savoir. Dont acte. Mais les références au Coran en tête du livre ne laissent aucun doute sur la volonté de M. Diouri de plaire aux milieux islamistes.

Cécile BERNIER

A qui appartient le Maroc ? *de Moumen Diouri - Ed. L'Harmattan.*

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18
FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - B.P. 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970.
Gérant : Michel Rodinson.
Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jose Chatroussat.
Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson.
Tirage : 17 000 exemplaires.
Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).
Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

– **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F.
Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.

– **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par l'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F. – Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL et VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement : - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON CCP 6 851 10 R - PARIS

Yougoslavie

La situation s'est considérablement aggravée en Yougoslavie, avec la situation de guerre qui prévaut non seulement à Sarajevo mais dans presque toute la Bosnie-Herzégovine. Dans cette République multi-ethnique, les populations croates et serbes, ainsi que celles que l'on désigne comme "musulmanes", sont mélangées dans les mêmes régions, les mêmes villages, voire dans les mêmes familles. Cet enchevêtrement intime de trois populations - sans parler des minorités- donne aux hostilités armées un caractère dramatique. Mais ces hostilités elles-mêmes n'ont pas été déclenchées par une "naturelle" aversion entre les peuples, par un soulèvement de peuples opprimés ou une quelconque fatalité haineuse se donnant libre cours dès lors que le couvercle de la dictature s'est trouvé soulevé. Dans la réalité, c'est tout un enchaînement, une logique de course au pouvoir entre cliques rivales au sein des couches sociales privilégiées qui a conduit à la dislocation dans le sang de l'ex-Yougoslavie, et à la forme particulièrement dramatique qu'elle prend aujourd'hui en Bosnie-Herzégovine.

AFP

Victime de tireurs isolés à Sarajevo.

GUERRE CIVILE EN BOSNIE-HERZEGOVINE

LES SENTIMENTS NATIONAUX INSTRUMENTS DES RIVALITÉS DE POUVOIR

Les forces centrifuges que l'on a vues à l'oeuvre dans l'éclatement de la Yougoslavie telle qu'elle s'était forgée - plus ou moins solidement, plus ou moins harmonieusement, avec ses inégalités et ses contradictions - depuis une quarantaine d'années, n'ont pas leur source dans une éventuelle révolte inspirée par des sentiments nationaux, mais dans les rivalités au sein de l'appareil d'Etat fédéral, dans les appétits concurrents à l'intérieur même des sphères du pouvoir.

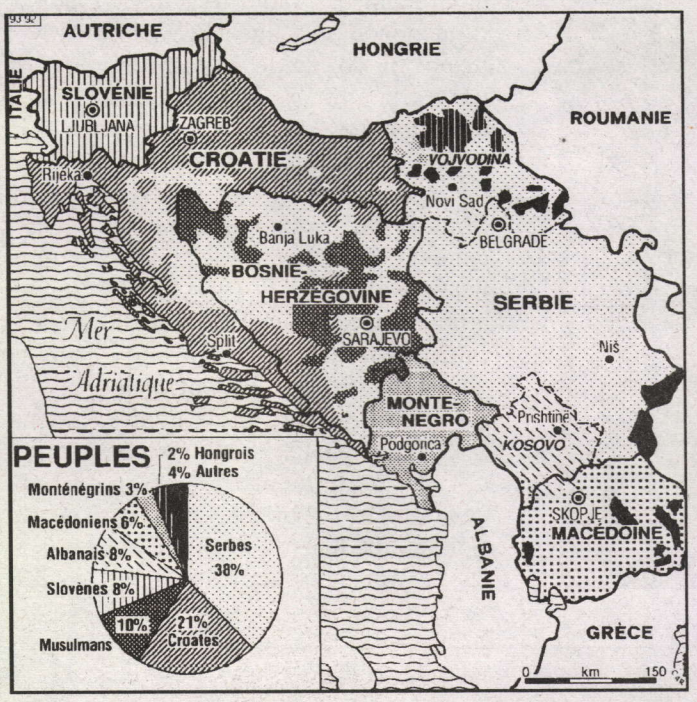
Ces rivalités pour le pouvoir (pour le conserver, ou pour l'accroître), l'univers capitaliste les connaît partout. Dès lors que ses représentants peuvent, dans l'héritage du passé, trouver des prétextes, des bases territoriales, on sait bien qu'ils reculent d'autant moins que, situation de crise aidant, leur soif de gâteau se fait plus impatiente.

En Yougoslavie, en particulier après la mort de Tito en 1980, ces concurrences ont de plus en plus ouvertement miné, sinon même disloqué déjà, l'appareil d'Etat fédéral. Les classes aisées et dirigeantes de la Slovénie et de la Croatie, Républiques relativement riches, ont manifesté leur volonté de prendre le large d'un ensemble étatique pauvre et en crise. Tandis que les dirigeants de la République de Serbie, moins bien lotie économiquement mais occupant une position dominante, ont pratiqué une fuite en avant sur la base du nationalisme serbe.

JUIN 1991, L'AMORCE DE L'ENGRENAGE

Ce sont les sécessions de la Slovénie et de la Croatie qui, à partir de juin 1991, ont déclenché la guerre ouverte. Mais à terme, cette logique-là, celle des nationalismes antagoniques, n'a pas épargné la Bosnie. Chaque clique a pu y trouver, sinon des troupes, du moins des bases et voir s'y constituer des milices sous les drapeaux nationalistes opposés. Le mélange des communautés diverses, vivant d'une entente ordinaire depuis plusieurs décennies, y est devenu un mélange explosif.

Il l'est d'autant plus que, depuis le 6 avril où la Bosnie-Herzégovine a obtenu la reconnaissance internationale de son indépendance, l'armée en principe fédérale s'est ouvertement associée aux milices serbes locales (du moins ses cercles dirigeants, car les désertions, déjà nombreuses lors de la guerre contre la sécession croate, se multiplient paraît-il). Aux côtés des dirigeants serbes et de ces milices serbes de Bosnie, les dirigeants de l'armée visent selon toute apparence à rassembler dans une sorte de mini-Yougoslavie, comprenant déjà la Serbie et le Montenegro, le maximum de territoires de la Bosnie qu'ils cherchent à prendre sous leur contrôle militaire sous le prétexte que les Serbes y seraient menacés.



Les initiatives attribuées aux milices serbes de Bosnie sont-elles téléguidées depuis le gouvernement Milosevic de Belgrade, dans une volonté délibérée d'expansion ; ou bien proviennent-elles surtout des petits chefs serbes locaux jouant leur propre jeu, se créant ou agrandissant leur fief par la pratique du fait accompli ? Cela n'est évidemment pas clair, et les deux volontés peuvent d'ailleurs se mêler à des degrés divers selon les endroits, éventuellement même être précipitées et précisées avec l'arrivée des "casques bleus" de l'ONU.

En tout cas, les affrontements ont souvent pour résultat de provoquer l'exode des populations, notamment musulmanes dans les régions Est de la Bosnie, proches de la Serbie, ce qui aurait peut-être pour but de les remplacer ensuite par une population "ethniquement homogène", c'est-à-dire serbe, dont on ne sait si elle est ou sera volontaire ...

LES PEUPLES PRIS EN OTAGE

Tout laisse penser que, pour le moment, les affrontements violents sont le fait de bandes armées, celles sans uniforme de milices nationalistes rivales et celle en uniforme de l'armée ex-yougoslave. La majorité de la population de Bosnie, elle, subit cette guerre en victime.

Car, aujourd'hui, c'est en fait tout le peuple de Bosnie qui est pris en otage. Les médias en France ont montré ces manifestants qui, à Sarajevo, prétendaient vouloir maintenir une coexistence entre les différentes communautés, pris comme cibles par des tireurs-provocateurs d'on ne sait quel bord. Ils montrent maintenant des gens, par milliers ou même centaines de milliers, fuyant où ils peuvent - et cela sans oublier les morts et les blessés, plusieurs dizaines tous les jours.

Verra-t-on, demain, des images analogues en provenance de la République voisine de Macédoine à son tour ? Et l'enchaînement des intérêts et des appétits des cliques dirigeantes ne conduira-t-il pas, demain, la Macédoine ex-yougoslave à un conflit notamment avec la Grèce ? Un fort courant politique nationaliste grec conteste déjà dans ce pays le droit de la Macédoine à porter ce nom... Ainsi, c'est de proche en proche que la dislocation de la fédération yougoslave fait de l'ensemble des Balkans une poudrière.

Tout ce qui est laissé aujourd'hui comme perspective aux peuples de l'ex-Yougoslavie, sous la botte des dirigeants nationalistes, c'est d'être des victimes d'une régression catastrophique dans la barbarie, dans la suspicion généralisée entre voisins, la haine, la mort et l'exode.

Christiane LE GUERN

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995